

4 NOV 1915



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 OCTOBRE 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 16 octobre 1915.

M. Ludger Honoré Petit, cultivateur, de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, juge de paix, pour le district de Chicoutimi.

MM. John Dick, comptable, de Saint-Lambert, William Pierre Duval, comptable, de Saint-Hubert, comté de Chambly, juge de paix pour le district de Montréal.

MM. Louis Fortin, propriétaire, et agent du chemin de fer Transcontinental, Joseph Albert Perrault, propriétaire, et assistant-agent du chemin de fer "Transcontinental", de Parent comté de Champlain, juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

Québec, 19 octobre 1915.

MM. Luke A. Chamberlain, agent de South-Stukely, comté de Shefford; Ruben James McLaughlin, cultivateur, de West-Bolton (B. P. Foster) comté de Brome, juges de paix pour le district de Bedford; Louis Boisvert, marchand du Cap de la Madeleine, comté de Champlain; juge de paix pour le district de Trois-Rivières; Joseph Sirois, marchand, de Saint-Charles de Caplan, comté de Bonaventure, juge de paix pour le district de Gaspé. 6093

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th OCTOBER, 1915

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments to wit:

Quebec, 16th October, 1915.

Mr. Ludger Honoré Petit, farmer, of Sainte Anne, county of Chicoutimi, to be justice of the peace for the district of Chicoutimi.

Messrs. John Dick, accountant, of Saint Lambert, William Pierre Duval, accountant, of Saint Hubert, county of Chambly, to be justices of the peace, for the district of Montreal.

Messrs. Louis Fortin, property-owner and agent of the Transcontinental Railway, Joseph Albert Perreault, property-owner and assistant agent of the Transcontinental Railway, of Parent, county of Champlain, to be justices of the peace, for the district of Three Rivers.

Quebec, 19th October, 1915.

Messrs. Luke A. Chamberlain, agent, of South Stukely, county of Shefford, Ruben James McLaughlin, farmer, of West Bolton (Foster P. O.), county of Brome, to be justices of the peace, for the district of Bedford; Louis Boisvert, merchant, of Cap de la Madeleine, county of Champlain, to be justice of the peace, for the district of Three Rivers; Joseph Sirois, merchant, of Saint Charles de Caplan, to be justice of the peace, for the district of Gaspé. 6094

- 4 NOV 1915

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du huit octobre 1915, de nommer M. Albert Bergeron, d'Arthabaska, crier des différentes cours siégeant au chef-lieu du district d'Arthabaska. 6095

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du 19 octobre 1915, de nommer M. J. Honoré Joannette, avocat, de la ville de Saint-Laurent, recorder de la dite ville. 6097

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the eight October, 1915, to appoint Albert Bergeron, of Arthabaska, crier of the several courts sitting at the chief place of the district of Arthabaska. 6096

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the nineteenth October, 1915, to appoint J. Honoré Joannette, advocate, of the town of Saint Laurent, recorder of said town. 6098

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } le secrétaire des commissaires d'édit nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Saguenay, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir:

La paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Saguenay, est formée du canton Albert au complet, et de la partie du canton Tadoussac démembrée comme suit:

Le rang Ouest, chemin Albert, comprenant dix-sept lots;

Le rang Est, chemin Albert, comprenant vingt-huit lots;

Les lots Nos. de 29 à 45 inclusivement de chacun des rangs Ouest et Est du moulin à Baude;

Les lots Nos. de 29 à 40 inclus du deuxième rang Est;

Tout ce lopin de terre, non encore subdivisé par arpentage primitif, mais désigné au cadastre officiel du canton sous le No. 521 et situé au Nord du rang Est, chemin Albert, du rang Est, moulin à Baude et du deuxième rang Est.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, ci-dessus décrites.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the
Attorney General. } secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Chicoutimi, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the county of Saguenay, in the said Roman Catholic Diocese of Chicoutimi, to be as follows, that is to say:

The parish of Sacre Cœur de Jesus, in the county of Saguenay, is composed of the whole of Albert Township and that part of Tadoussac township, described as follows:

The West range, Albert road, comprising seventeen lots.

The east range, Albert road, comprising twenty eight lots.

The lots from and including No. 29 to No. 45, inclusive, of both the West and East ranges of Moulin à Baude.

The lots from and including No. 29 to No. 40 of the second East range.

The whole of that parcel of land not yet subdivided by primitive survey, but designated upon the official cadastre of said township under number 521 and situate north of the east range Albert road, of rangé East, Moulin a Baude, and of the second East range.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sacré Cœur de Jésus, aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish

de Sacré-Cœur-de-Jésus, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES

6125 Sous-secrétaire-suppléant de la Province.

Canada,
Province de
Québec.

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le deux novembre mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quatorze décembre prochain :

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le deux novembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE DECEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

5571

L.-P. GEOFFRION.

of Sacré Cœur de Jésus, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES

6126 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the second November, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fourteenth of December next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the second November next; and hereby convene you for the FOURTEENTH of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty eighth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,

5572

Quebec.

Avis du Gouvernement

The Dombrowski Brothers, Limited.

Avis est donné au public, que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 octobre 1915, constituant en corporation MM. J. Herman Dombrowski, commis; J. Ulric Dombrowski, courtier; J. Ernest Dombrowski, commis de banque; A. Dombrowski, commerçant; A. Dombrowski, Jr., commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail le commerce de meubles, sous le nom de "The Dombrowski Brothers, Limited," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire suppléant de la province.
6083—44—2

Théâtre des Nouveautés de Hull, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt octobre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Paquin, marchand; Donat Paquin, directeur de théâtre; Napoléon McLeod, ouvrier; Eugène Tremblay, contre-maître; Ménéippe Thivierge, ouvrier de Hull, dans les buts suivants:

Produire, posséder, acheter et présenter et autoriser d'autres personnes à produire et présenter des pièces de théâtres, opéra, jeux de cirques, actes de vaudeville, vues animées et autres genres de récréations et d'amusements présentés dans les théâtres, salles d'opéra, salles de vues animées, parcs ou autres lieux de récréation et d'amusements;

Acheter, acquérir, échanger, recevoir, affermer, louer, posséder, vendre, céder et transporter des pièces dramatiques et d'opéras enregistrées ou non enregistrées, des pellicules de vues animées et parlantes, et toutes pellicules et décorations scéniques et tous appareils brevetés et non brevetés qui peuvent être employés en rapport avec les théâtres, salles d'opéras, salles de vues animées, parcs et lieux de récréation et d'amusements;

Construire, posséder, affermer, louer ou autrement acquérir et posséder des théâtres, salles de représentations, salles de concerts, édifices pour bureaux, des parcs et autres lieux ou des pièces de théâtre, d'opéras et de vaudeville, vues animées et autres genres de récréation ou d'amusements qui peuvent être présentés, ou telles représentations ou autres affaires qui peuvent être exploitées; et dans les dits théâtres ou autres lieux ou ailleurs, donner des représentations publiques et privées de toutes sortes, et exploiter des salles de rafraîchissement et faire les affaires de pourvoyeurs pour lieux de récréation et d'amusements en général;

Acquérir les affaires et établissements et tous autres biens et clientèle de toutes ou d'aucune autre entreprises ou propriétés théâtrales qui seront jugées les plus convenables d'acquérir;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets

Government Notices

The Dombrowski Brothers, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 20th October, 1915, incorporating Messrs. J. Herman Dombrowski, clerk; J. Ulric Dombrowski, broker; J. Ernest Dombrowski, bank clerk; A. Dombrowski, trader; A. Dombrowski, Jr., clerk, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail furniture business, under the name of "The Dombrowski Brothers, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Deputy Provincial Secretary.
6084—44—2

Théâtre des Nouveautés de Hull, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of October, 1915, incorporating Messrs. Joseph Paquin, marchand; Donat Paquin, theatre director; Napoléon McLeod, workman; Eugene Tremblay, foreman; Menesippe Thivierge, workman, of Hull, for the following purposes:

To produce, own, purchase and present, and to license others to produce and present, theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving pictures, and all other forms of entertainment and amusement, presented in theatres, opera houses, moving pictures houses, parks or other places of entertainment or amusement;

To buy, acquire, exchange, receive, lease, rent, hold, sell, assign and transfer, copyrighted and uncopyrighted plays and operas, moving and talking pictures films, and all scenery films and properties, and all patented and unpatented devices, which may be used in connection with theatres, opera houses, moving pictures houses parks and places of entertainment and amusement;

To build, own, lease, rent or otherwise acquire and hold theatres, play houses, music halls, office buildings, parks and other places where theatrical, operatic and vaudeville performances, moving pictures and other forms of entertainment or amusement may be presented, or the same or other business may be carried on; to give public and private performances of any kind therein or anywhere else, and to carry on the business of refreshment rooms and caterers for places of entertainment and amusement generally;

To acquire the business and premises and all other assets and goodwill of all or any other theatrical businesses and theatrical property, which may be deemed best to acquire;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in any part similar to the company's objects

de la compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre a bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels ou personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier pour toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prendre tels moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui sembleront convenables et en particulier annoncer dans les journaux et par circulaires, acheter et exhiber des œuvres d'art ou d'intérêt, publier des livres et revues périodiques et accorder des prix, récompenses et gratifications;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettre de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire un commerce ou un genre d'affaire pour lequel cette compagnie se fait autoriser, ou toutes affaires susceptibles d'être conduites de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement, prêter de l'argent, garantir l'exécution des contrats, ou autrement aider ces personnes et compagnies; prendre et autrement acquérir des actions et valeurs de ces compagnies, les vendre, les détenir, les remettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Prendre et autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie similaire dans ses objets à cette compagnie, en tout ou en partie, ou faisant des affaires susceptible d'être conduites directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie;

Emprunter, prélever ou se procurer les paiements d'argent de toute autre manière que la compagnie jugera convenable et spécialement, par l'émission de débentures, obligations perpétuelles ou autrement, au débit de tous et aucun des biens de la compagnie, y compris le capital souscrit et non payé, racheter et payer ces valeurs;

Rémunérer toute personne et compagnie pour services rendus ou à rendre dans la souscription, l'aide à la souscription ou la garantie de souscription d'aucune action du capital de la compagnie à d'aucune débenture ou autre valeur de la compagnie, dans l'organisation ou l'occasion de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires, sous le nom de "Théâtre des Nouveautés de Hull, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire suppléant de la province.
6107-44-2

or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which the company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To borrow, raise or obtain monies in any other manner which the company may deem proper and especially by the issue of debentures, perpetual bonds or otherwise bearing hypothec on the whole and any of the assets of the company, including the unpaid subscribed capital, to redeem and pay such securities;

To remunerate any person and company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares of the capital stock of the company, or any debenture or other securities of the company, or in or about the organization of the company or the conduct of its business, under the name of "Theatre des Nouveautés de Hull, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
6108-44-2

The S. Glazer Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1915, constituant en corporation MM. Marcus M. Sperber, avocat, Montréal; John MacNaughton, avocat, Lachine; Simon Glazer, ministre; Maurice Shulman, commis; Benny Shulman, commis, de la cite de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs et négociants de foin, grain, bois, bois de construction, bois de charpente, ainsi que de tous les produits de la ferme, de l'industrie laitière et de l'agriculture;

Posséder et exploiter des fermes pour la production de toutes sortes de produits de l'industrie laitière et de la ferme ainsi que pour l'élevage, l'achat, la vente et l'échange des bestiaux;

Posséder et exploiter des limites à bois d'aucune description;

Acquérir, construire, posséder et exploiter des moulins à scie, des beurreries et des fromageries, et exercer aucune industrie s'y rapportant;

Acheter en général, prendre, louer, échanger, céder à bail ou autrement acquérir la propriété mobilière et immobilière ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires à son industrie, patriculièrement des biens-fonds, des bâtisses, machineries, l'outillage, du bétail et des fonds de commerce;

Posséder, acheter, vendre, échanger, engager et faire le négoce de toutes sortes d'instruments agricoles et de ferme ainsi que de toutes les machineries nécessaires aux objets de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie semblable que la compagnie jugera susceptible d'être profitablement exercée conjointement avec aucune des industries ci-haut énumérées;

Acquérir ou prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, obligations d'aucune personne ou compagnie engagée dans aucune industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux intérêts de la présente compagnie, et payer ces acquisitions soit en numéraire, soit en billets promissoires, ou en parts acquittées du capital-action de la compagnie, ou avec aucune autre valeur qu'elle estimera suffisante;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Grever, vendre, hypothéquer, engager, échanger les biens immobiliers que la compagnie pourra acquérir;

Avec le consentement de la majorité des actionnaires de la corporation, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou futurs dans le placement, l'assurance au placement ou la garantie du placement des actions du fonds social de la compagnie ou de ses obligations ou autres valeurs, ou à l'occasion de la formation et de l'organisation de la corporation et de la gestion de ses affaires;

Tirer, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des chèques, des traites, des connaissements, et autres instruments négociables et transportables;

Recourir à tous les moyens pour faire connaître les produits de la compagnies, tel que jugé convenable, et plus particulièrement, annoncer dans les journaux, par circulaires, ou autrement;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, céder, perfectionner, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et de l'actif de la compagnie, sous le nom de "The S. Glazer Company, Limited," avec

The S. Glazer Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1915, incorporating Messrs Marcus M. Sperber, advocate, Montreal; John MacNaughton, advocate, Lachine; Simon Glazer, minister; Maurice Shulman, clerk; Benny Shulman, clerk, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, and dealers in hay, grain, wood, lumber, timber, and all kinds of farm and dairy produce and agricultural products.

To own and operate farms for the production of all kinds of dairy and farm produce and for raising, buying, selling and exchanging live stock;

To own and operate timber limits of every description;

To acquire, erect, own and operate saw mills, butter and cheese factories, and to carry on all business relating to such factories and industries;

To buy in general, take on, lease, exchange, rent or otherwise acquire moveable and immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, particularly all lands, buildings, machinery, tools, live stock and stock in trade;

To own, buy, sell, exchange, pledge, and trade in every kind of farm and agricultural implements and all machinery necessary for the purposes of the company;

To exercise any other similar industry which the company may deem capable of being advantageously exercised in connection with any of the industries above mentioned;

To acquire or undertake in whole or in part the property, rights, and obligations of any person or company engaged in any industry which the present company is authorized to conduct or in possession of suitable property for the benefit of the present company, and to pay for the same either in cash or by promissory notes, or by fully paid up shares of the capital stock of the company, or in such other values as the company may deem advisable;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To mortgage, sell hypothecate, pledge, and exchange the immoveable property which the company may acquire;

To remunerate with the sanction of the majority of the shareholders of the present company any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of shares of the capital stock of the company or the obligations and other values of the company, or in regard to the formation and promotion of the company and the conduct of its affairs;

To draw, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, cheques, drafts, bills-of-lading and other negotiable and transferrable instruments;

To take such means in order to make the products of the company known as will be deemed advisable and more particularly to advertise in the papers, through circulars, and otherwise;

To sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve, or otherwise dispose of in whole or in part of the property and assets of the company, under the name of "The S. Glazer Company, Limited, with a capital stock of ninety five

un fond social de quatre-vingt quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire-suppléant de la province.
6109-44-2

Melrose Garage, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'octobre 1915, constituant en corporation, MM. John Wesley Blair et Francis Joseph Laverty, Conseils du Roi, Charles Albert Hale et Auguste Angers, avocats; Edythe L. Pearson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Construire, fabriquer, réparer, améliorer, acquérir, posséder, louer, échanger, emmagasiner et vendre à commission ou autrement, et disposer de toute manière quelconque des automobiles, voitures-autos, et véhicules-moteurs d'aucune sorte, ainsi que de tous autres moteurs, engins, machines ou appareils qui sont ou pourront être employés comme moyens de locomotion ou comme générateurs de force motrice et de l'énergie de toute nature et description, de même que de leurs parties, des roues, outils et tous autres accessoires de ces machines, véhicules, appareils, et généralement en faire le commerce d'aucune manière quelconque;

Demander, acquérir, prendre à bail, posséder, perfectionner des appareils mécaniques, des brevets d'invention, droits patentés, licences, concessions ou autres droits nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie et payer ces acquisitions en numéraire ou en parts de la présente corporation, en débetures ou autrement et en disposer de toute manière quelconque;

Acquérir des biens-fonds par achat, louage ou échanges et acquérir par achat, louage, échange, construire, bâtir ou réparer des habitations, des magasins, des édifices, des remises, des manufactures, des usines, des outillages, machines, des droits ou privilèges et généralement aucun bien meuble ou immeuble qu'on estimera nécessaires ou utiles aux objets de la présente compagnie, et les payer soit avec du numéraire, soit avec des actions de la présente compagnie, des obligations d'icelle ou autrement, les vendre et en disposer d'aucune manière quelconque;

Établir et exploiter des garages pour remiser, entretenir et réparer les automobiles, les véhicules-moteurs et aucune autre sorte de voitures;

Acquérir l'achalandage, les droits, les propriétés et l'actif de toute sorte et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie des obligations ou prendre à bail et continuer les affaires d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable aux fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée et payer ces acquisitions en numéraire, en parts de la présente corporation ou autrement;

Détenir ou acquérir, vendre, attribuer, transporter ou disposer des parts du fonds social, des débetures ou autres documents d'obligations émis par d'autres corporations exerçant un commerce identique et avoir la jouissance de tous les droits et privilèges des détenteurs, y compris le droit de vote qu'ils confèrent;

Vendre ou autrement disposer des droits et biens de la présente compagnie, en tant que commerce en opération ou autrement, et recevoir en

thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this twenty second day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Deputy Provincial Secretary.
6110-44-2

Melrose Garage, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Company Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 20th of October, 1915, incorporating Messrs John Wesley Blair and Francis Joseph Laverty, King's Counsels; Charles Albert Hale and Auguste Angers, advocates; Edythe L. Pearson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To construct, manufacture, repair, improve, acquire, possess, lease, exchange, store and sell on commission or otherwise and dispose in any way whatsoever of automobiles, autocars and motor vehicles of all kinds and all other motors, engines, machines or apparatus which may or may hereafter be used as means of locomotive or of developing power and energy of any kind and description and any parts thereof, wheels, tools and all other accessories of such machines, vehicles, apparatus and generally deal in same in any way whatsoever;

To apply for, acquire, lease, possess, ameliorate mechanical contrivances, brevets d'invention, patent rights, licenses, concessions or other rights necessary or useful for any of the purposes of the company and pay for same in cash or shares of this company, bonds or otherwise and dispose of them in any way whatsoever;

To acquire by purchase, lease or exchange lands, and to acquire by purchase, lease or exchange and build construct or repair, houses, stores, buildings, garages, factories, plants, tools and machines, rights or privileges and generally all kinds of property moveable or immovable which may be deemed necessary or useful for the objects of this company and pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise, and sell and dispose of same in any way whatsoever;

To establish and exploit garages for the storage, care and repair of automobiles, motor cars or any other kind of vehicles whatsoever;

To acquire the good-will, rights, property and assets of all kinds and to undertake the whole or any part of the liabilities or to take on lease and continue the business of any person, firm or corporation doing a business similar to the objects for which this company is incorporated and to pay for the same in cash, shares of this company or otherwise;

To hold or acquire, to sell, assign, transfer, or dispose of shares of the capital stock, debentures or other evidences of indebtedness created by other corporations doing a similar business and to exercise all the rights and privileges of ownership including the right to vote thereon;

To sell or otherwise dispose of the rights and property of this company, as a going concern or otherwise and to receive in payment of same, cash

paiement d'iceux du numéraire, des parts du capital-action, des obligations, des débetures émises par d'autres corporations, avec tous les droits et privilèges des propriétaires, y compris le droit de vote;

Defrayer à même les fonds de la compagnie le coût et les dépenses encourues à l'occasion de son incorporation et de son organisation;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne sont en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Melrose Garage, Limited," avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,

Sous secrétaire suppléant de la province.
6111-44-2

L'Arrache-Souches National, Incorporée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze octobre 1915 constituant en corporation Madame Amanda Montmigny, veuve de feu Pierre Ferdinand Renault; Taschereau Fortier, avocat et registraire; Homère Fauteux, chirurgien dentiste et registraire; Adolphe Doyon, menuisier; Félix Georges Fortier, notaire, de la ville de Beauceville, dans les buts suivants.

Faire le commerce de bois en général et dans toutes ses branches, la fabrication, la vente, le trafic, l'échange de tout objet en bois, de toute machine agricole, de toute machine à chemin ou autres quelque soit la nature des marériaux qui entre dans leur confection, bois, métaux et autres matériaux;

Posséder, acquérir, louer, vendre ou échanger tous moulins, manufactures, terrains, bâtisses, coupe de bois, droits de passage, privilèges, servitude, et tous autres droits mobiliers et immobiliers nécessaires ou jugés nécessaires et utiles pour les fins du dit commerce;

Faire l'acquisition spécialement de la propriété communément appelée "Moulin Gendreau" en la paroisse de Saint-François, Beauce, avec toutes ses machineries, outillages, terrains et accessoires, et en payer le coût au moyen d'actions libérées de la compagnie;

Acquérir ou louer tout droit de passage, privilège ou servitude nécessaires ou jugés utiles aux besoins du commerce des requérants;

Faire l'acquisition de tout pouvoir d'eau, le mettre en opération et le maintenir; et exercer aucune autre industrie que la corporation estimera susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec son commerce, ou qui sera jugé de nature à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie et à les rendre profitables;

Demander; acheter, louer et en aucune autre manière acquérir aucun brevet ou droits d'inventions, patentes, améliorations et procédés sous enrégistrement, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce et autres choses semblables, ou tous intérêts ou parties d'intérêts en iceux, ou aucun secret, ou autres renseignements relatifs à aucune invention que la compagnie peut juger susceptible d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sera calculée profitable à la compagnie, directement ou indirectement, et se servir, exercer et développer, vendre, louer, ex-

or shares in the capital stock, bonds and debentures created by other corporations, with all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organisation of the company;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Melrose Garage, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,

Acting Deputy Provincial Secretary.
6112-44-2

L'Arrache-Souches National, Incorporée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1915, incorporating Dame Amanda Montmigny, widow of late Pierre Ferdinand Renault; Taschereau Fortier, advocate and registrar; Honoré Fauteux, surgeon-dentist and registrar, Adolphe Doyon, joiner; Félix Georges Fortier, notary, of the town of Beauceville, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of lumber dealers, manufacture, sell, trade in and exchange any wooden object, agricultural implement, road machine or any other machine made out of wood, metal or any other materials;

To own, acquire, lease, sell or exchange any mills, factories, lands, buildings, cuts of timber, right of ways, servitudes and other moveable and immoveable rights necessary or deemed necessary or suitable for the purposes of said business;

To especially acquire the property commonly called "Moulin Gendreau" in the parish of Saint François, Beauce, with its machinery, equipment, lands and accessories and to pay for same in paid up shares of the company;

To acquire or lease any right of way, privilege or servitude necessary or deemed suitable for the business requirements of the petitioners;

To acquire any water power, operate and maintain same; and to carry on any other business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to enhance the value of and render profitable the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease and in any other way, acquire any patents or patent rights, brevets d'invention, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names, industrial designs and the like or any interests or part interest therein or any secret or other information as to any invention which the company may deem capable of being utilized for any of its purposes, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, work, develop, sell, lease, exploit, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such pa-

exploiter ou autrement disposer de ces brevets, droits d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins industriels et choses semblables ou intérêts en icelles ou aucun secret ou renseignement, octroyer des permis à leur sujet ou autrement les mettre à profit;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou corporation exerçant ou engagée, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lequel elle se trouve engagée, ou aucun commerce ou genre de transactions susceptibles d'être conduits au bénéfice direct ou indirect de la compagnie; prêter des argents garantir l'exécution des contrats ou autrement des personnes ou compagnies ou telles personnes qui auront des relations d'affaires avec la présente corporation, prendre ou autrement acquérir des parts et des valeurs d'aucune telles compagnies, les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, entreprises, droits, dettes, crédits, obligations d'aucune personne, société, corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée d'exercer ou aucun commerce semblable à icelui ou en possession de biens convenables à ces objets;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ainsi qu'acquérir et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de l'actif, des affaires, privilèges, entreprises, droits et obligations d'aucune personne, compagnie ou société dont les objets sont en tout ou partie semblables à ceux de la présente corporation;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la compagnie en considération de ce que la corporation jugera convenable et en particulier pour des actions, bons, débetures obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Emettre et distribuer des actions entièrement libérées de la compagnie incorporée par les présentes en paiement total ou partiel d'aucun brevet, droit d'invention, patentes ou d'aucune propriété mobilière ou immobilière, droits et choses acquis par ou pour la compagnie ou pour services rendus à icelle compagnie;

Emettre, accepter, trafiquer ou autrement négocier tous effets et papiers de commerce quelconques;

Distribuer aux actionnaires de la corporation en nature aucune part, débeture ou valeur d'actif ou de propriété lui appartenant;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rapportant à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Faire toutes et chacune des choses susdites soit comme principaux, soit comme agents, entrepreneurs, fiduciaires ou autrement, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "L'Arrache-Souches National, Incorporée", avec un fonds social de dix neuf mille neuf cent piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Beauceville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,

5927-43-2 Sous-secrétaire de la province.

tents, patent rights, improvements and processes under registration licences, concessions, trade marks, trade names, industrial designs and the like or interests therein or any secret or information;

To enter into any arrangements for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company, is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any persons or companies or such persons as may have dealings with the present corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such companies and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise dispose of same;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business, property, privileges, undertakings, rights, claims, assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on a business which the presents company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessed of property suitable for the above;

To amalgamate with any other company and to acquire and take over the whole or any part of the assets, business, privileges, undertakings, rights and liabilities of any person, company or firm whose objects are similar to those of the present corporation;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking and assets of the company for such consideration as the company may deem convenient and in particular for shares, bonds, debentures, obligations or securities of any other company or corporation;

To issue and allot fully paid up shares of the company hereby incorporated in full or part payment of any patent, patent rights, brevet d'invention, or any moveable or immoveable property, rights and things acquired by or for the company or for services rendered to said company;

To issue, accept, deal with or otherwise negotiate any commercial instruments and paper whatever;

To distribute amongst the shareholders of the corporation in kind, any shares, debentures or assets or property belonging to the company;

To do all acts, exercise all powers, and carry on any business incidental to the attainment of the objects for which this company its incorporated;

To do all or any of the above things either as principals or agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "L'Arrache-Souches National, Incorporée" with a capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Beauceville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,

5928-43-2 Deputy Provincial Secretary.

**Compagnie d'Aqueduc de Saint-Henri
Village, Limitée.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze octobre 1915, constituant en corporation MM. Frank Mercier, entrepreneur; Louis Vaillancourt, boulanger; David Demers, cultivateur; Dame Elmire Lantagne Fortier, rentière et Léon Duquet, cordonnier, de Saint-Henri de Lauzon, dans les buts suivants:

Exploiter un système d'aqueduc et d'égout, acquérir pour cette fin des droits de propriété ou de démembrements de propriété, faire toutes constructions et travaux s'y rapportant;

Faire toutes autres affaires semblables aux susdits pouvoirs qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des affaires susdites;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tout privilège, franchise, droit, pouvoir ou concession conférant tout droit qui peut paraître capable d'être employé pour des fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou autrement mettre à profit les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir, vendre, donner à bail ou disposer de toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits, servitudes, droits de passage et privilège que cette compagnie peut juger à propos pour les fins de ses affaires, et en particulier tous terrains, bâtisses, droits, machineries et matériel;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions dans le capital de la compagnie, ou déventures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Émettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiements de toutes affaires, services, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, contrats, immeubles, stock, obligations, déventures et autres propriétés et droits que la compagnie peut acquérir;

Emprunter de l'argent et passer des règlements limitant le pouvoir d'emprunt de la compagnie, engager la propriété mobilière et hypothéquer la propriété immobilière pour garantir les dits emprunts;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, déventures ou autres instruments négociables et transférables;

Poursuivre devant toute cours de justice pour toutes redevances dues, et en général ester en justice, soit en demandant soit en défendant;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus, soit comme patrons, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, et faire toutes autres actions ou choses incidentes ou utiles à l'acquisition des objets ci-dessus, et exercer toute industrie pour les fins ci-dessus énumérés et que la compagnie croira d'être convenablement conduite ou capable d'augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou

**Compagnie d'Aqueduc de Saint-Henri
Village, Limitée.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1915, incorporating Messrs. Frank Mercier, contractor; Louis Vaillancourt, baker; David Demers, farmer; Dame Elmire Lantagne Fortier, annuitant, and Leon Duquet, shoemaker, of Saint Henri de Lauzon, for the following purposes:

To exploit a system of waterworks and sewers, to acquire for the above purpose rights in and upon property, to erect all buildings and works incidental thereto;

To carry on any business similar to the above powers which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any privileges, franchise, right, powers or concessions conferring any rights which may seem capable of being utilized for the company's purposes, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit this company, and to utilize, exercise, develop or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, lease or acquire, sell, give on lease or dispose of any moveable or immoveable property, rights, servitudes, right of ways, and privileges which this company may deem proper for its business purposes, and especially all lands, buildings, rights, machinery and materials;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares of the capital stock, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot paid up stock of the company in payment or part payment of any business, services, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, leases, contracts, immoveables, stock, bonds, debentures and other property and rights which the company may acquire;

To borrow money and pass by-laws limiting the borrowing power of the company, to pledge the moveable property and hypothecate the immoveable property as security for such loans;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissary notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures or other negotiable and transferable instruments;

To sue before any courts of justice for all debts due and generally to ester en justice, either as plaintiff or defendant;

To do all or any of the above things either as principals, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and all such other acts or things as may be incidental to or suitable for the attainment of the above objects, and to carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or

droits de la compagnie et de les rendre profitables, sous le nom de "Compagnie d'Aqueduc de Saint-Henri Village, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Saint-Henri, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,
5929—43-2 Sous-secrétaire de la province.

**Dominion Shell Manufacturing Company,
Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1915, constituant en corporation MM. Herbert Cecil Thorn, Louis Henri Côté, Cyril Saint-John Griffis, James Graham et Uldéric Saindon, teneurs de livres, de Québec, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre et généralement faire le commerce et disposer, d'aucune manière quelconque, des obus, des armes, munitions et provisions de guerre, machines et machineries d'aucune nature et description, acheter, posséder et louer aucun bien-fonds, pouvoir hydraulique, usine et manufacture nécessaires ou utiles au commerce qu'exercera la compagnie;

Faire toutes autres transactions commerciales, industrielles ou manufacturières semblables à celles de la présente compagnie ou qui pourront contribuer au développement de l'industrie exercée par la corporation;

Se fusionner avec aucune autre compagnie exerçant une industrie semblable, louer ses manufactures, ses usines, ses produits et son achalandage à aucune autre corporation, conclure aucun arrangement avec ladite compagnie ou les dites compagnies relativement à l'exercice conjoint de leur industrie respective, sous le nom de "Dominion Shell Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt dix neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,
5935—43-2 Sous-secrétaire de la province.

The Zoetic Company.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1915, constituant en corporation MM. William McKnight, Wilson Blewet, marchands; Duncan MacDonald, secrétaire privé; Hugh Charles Hillrich, commis; John Thomas Hacket, avocat; Henry Robert Mulvena, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce des drogues, des médicaments, comme propriétaires ou autrement, des produits chimiques, des articles de pharmacie et autres ainsi que de leurs sous-produits, et généralement exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et trafiquants des dits articles et de ceux de même nature et de tous autres articles qui entrent dans leur fabrication et leur composition;

Demander, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucun brevet d'invention, aucune

rights, under the name of "Compagnie d'Aqueduc de Saint-Henri Village, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Saint-Henri, district of Quebec

Dated from the office of the provincial secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,
5930—42-2 Deputy provincial secretary.

**Dominion Shell Manufacturing Company,
Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1915, incorporating Messrs. Herbert Cecil Thorn, Louis Henri Cote, Cyril St. John Griffis, James Graham, and Ulderic Saindon, book-keepers, of Quebec, for the following purposes:

Manufacturing, purchasing, selling and generally dealing in and disposing of, in any manner whatsoever, shells, arms, munitions and amunitions of war, machines and machinery of any kind and description whatsoever, purchasing, owning and hiring any lands, water power, plants and manufactures required for, or useful, to the business carried on by the company;

Carrying on any other manufacturing, commercial or industrial business similar to the one carried on by the company or which might aid to the development of the business carried on by the company;

Amalgamating with any other company carrying on a similar business or selling, hiring its manufactures, plants, goods, and good will to any such companies or making any arrangements with said company or companies as to the carrying jointly of their respective business, under the name of "Dominion Shell Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October 1915.

C. J. SIMARD,
5936—43-2 Deputy Provincial Secretary.

The Zoetic Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1915, incorporating Messrs. William McKnight, Wilson Blewet, merchants; Duncan Macdonald, private secretary; Hugh Charles Hillrich, clerk; John Thomas Hackett, advocate; Henry Robert Mulvena, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in drugs, medicines, proprietary and otherwise, chemicals, druggists' supplies and sundries and the by-products thereof, and generally to carry on the business of and manufacturer of and dealer in the said articles and those of a like nature and all articles entering into the manufacture or composition thereof;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patents of invention, trade marks,

marque de commerce, aucun droit d'auteur, aucun procédé secret ou autre privilège semblable se rapportant à l'industrie de la compagnie ou qui pourrait être estimé lui être avantageuse; payer ces acquisitions ou aucun autre droit de propriété ou chose nécessaires ou les services rendus à la compagnie, soit en deniers comptant, soit en parts acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou des deux manières; obtenir et enrégistrer aucune licence ou droit régalién ou autre, acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire vendre, distribuer ou autrement disposer de ces marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés secrets utiles au commerce de la compagnie, et utiliser, exercer, développer et octroyer des permis relatifs à iceux ou autrement rendre productifs tels marques ou noms de commerce et invention, licences, procédés secrets, droits ou biens;

Emprunter ou autrement obtenir des avances de deniers au moyen de mortgage, hypothèque, ou sur la garantie de toute autre valeur possédée ou détenue par la compagnie;

Acheter, acquérir, prendre charge et exercer aucun commerce de même nature avec l'achalandage, les biens et l'actif d'aucune nature s'y rapportant; acheter et acquérir aucun intérêt ou contrôle sur ce commerce, et payer ces acquisitions argent comptant, avec du capital ou des obligations de la compagnie, se procurer et détenir le capital ou les obligations d'aucune corporation dont les opérations sont semblables;

Conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou engagée, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires semblables à ceux que la présente compagnie est autorisée à exercer, prendre et acquérir des parts ou d'autres valeurs d'aucune telle compagnie, les vendre, les ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

S'entremettre comme agents à commission ou agents de manufacturiers pour la vente des effets, denrées et marchandises dont la présente compagnie est autorisée à faire le commerce;

Acquérir par achat, louage ou autrement des biens meubles et immeubles;

Construire, établir, acheter, louer ou autrement acquérir, entretenir et exploiter des fabriques et usines pour les objets de la compagnie;

Faire tous autres actes et choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des susdits objets ou d'aucun d'eux;

Les pouvoirs mentionnés en chaque paragraphe ne doivent en aucune manière ou restreints par référence ou inférence des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Zoetic Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents parts (400) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,

5937—43-2 Sous-secrétaire de la province.

The Lavettine Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1915, constituant en corporation M.M. Samuel William Jacobs, Conseil du Roi; Alexander Rives Hall, Conseil du Roi;

copyrights, secret processes or similar privileges relating to and which may be deemed useful to the company's business, and to pay for the same or any property rights or things required by or for services rendered to the company, in cash or fully paid-up non-assessable shares of the company, or both; to obtain and register on license or royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce, sell, assign, or otherwise dispose of any such trade marks, trade names, patents of invention, improvements and secret processes useful to the business of the company, and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade-marks, trade names and inventions, licenses, secret processes or any such property or rights;

To borrow or otherwise obtain advances of money upon mortgage, hypothec or other security owned or held by the company;

To purchase, acquire, take over and carry on any business of a similar nature with the good-will, rights, property and assets of all kinds thereunto appertaining; to purchase and acquire any interest or control in any such business, and to pay for the same in cash, stock or bonds of the company, and to procure and hold the stock and bonds of any company carrying on operations of a like nature;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or to become engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and take or otherwise acquire shares or other securities of any such company and to sell, hold or re-issue the same with or without guarantee or otherwise deal in them;

To act as commission merchants and manufacturers agents in respect of goods, wares and merchandise in which the company is authorized to deal;

To acquire by purchase, lease or otherwise, property moveable or immovable; to build, establish, purchase, lease or otherwise acquire, maintain and operate factories and plants for the purposes of the company;

To do all such other acts and things as are incidental to or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The powers of each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The Zoetic Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,

5938—43-2 Deputy Provincial Secretary.

The Lavettine Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth of October, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, King's Counsel; Alexander Rives Hall, King's Counsel; Gui Casimir Papi-

Gui Casimir Papineau-Couture, Avocat; Minnie Isable Bustin, et Belle Rubinsky, sténographes, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et prendre charge, à titre de commerce en opération, de l'entreprise et du commerce du propriétaire de la "The Lavettine Co.", ainsi que de tous et de chacun des effets de son actif et de son passif, et particulièrement, la recette et les renseignements complets au sujet des procédés de fabrication, du droit de manufacture et de trafiquer de certain régénérateur du cuir chevelu et médicament pour le traitement des pellicules connu comme étant la marque de commerce enregistrée "Lavettine", acheter, vendre, importer, exporter, et faire le commerce de tous et de chacun de leurs ingrédients, ainsi que des substances semblables, des liquides, drogues et produits chimiques de toute description;

S'entremettre comme agent de manufacturiers et à commission pour la vente et l'écoulement de toutes les sortes d'articles fabriqués de la nature de ceux mentionnés au paragraphe précédent;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé conjointement avec le susdit;

Demander, acheter, ou autrement acquérir aucun brevet d'invention, aucune licence, concession ou autre privilège similaire qui confère un droit limité, exclusif ou non, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention ou procédé, et rendre productifs, vendre, céder à bail, ou autrement trafiquer de ces brevets, licences ou concessions;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, des entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, et recevoir en paiement total ou partie d'iceux du numéraire, des obligations, des actions ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation ou compagnie;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente compagnie, nonobstant les dispositions de la loi des compagnies de Québec à ce contraire, transporter son exploitation et son actif, ou se fusionner avec aucune telle corporation;

Émettre des obligations et débentures, garanties par la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, de la propriété, de l'actif, y compris les options, concessions ou autre chose semblable, d'aucune personne, société, association, ou corporation, et les payer totalement ou partiellement avec du numéraire, ou des obligations, ou en paiement total ou partiel d'iceux, distribuer et émettre, comme entièrement acquittées et non sujettes à appel des parts du fond social de la compagnie, souscrites ou non;

Assurer et garantir, aussi se porter responsables du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes, ou aucune autre dette de quelque nature qu'elle soit, d'aucune autre corporation, société ou personne;

Généralement, faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce en rapport avec la réalisation adéquate des fins pour lesquelles la présente compagnie est constituée sous le nom de "The Lavettine Company, Limited", avec un fonds social de cinquante mille (\$50,000.00) piastres, divisé en cinq cent parts (500) de cent (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

neau-Couture, advocate; Minnie Isabel Bustin, and Belle Rubinsky, stenographers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business of the proprietor of "The Lavettine Co.", and all or any of its assets and liabilities, and in particular the receipts and full information as to the processes of manufacturing, and the right to manufacture and deal in certain hair invigorator and dandruff cure known under the registered trade name of "Lavettine", and to buy, sell, import, export, and deal in generally all or any of the ingredients thereof, and in similar substances, liquids, drugs and chemicals of every description;

To act as manufacturers' agents and commission agent for the sale and distribution of all kinds of manufactured article of the classes mentioned in the foregoing paragraph;

To carry on any such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licences, concessions and the like conferring any exclusive and non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease, or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings, or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, notwithstanding any provisions of the Quebec Companies Act, to the contrary, and to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present or future;

To acquire all or any part of the good will, rights, property and assets, including any options, concessions and the like, of any individual, firm, association, or corporation and to pay for the same wholly or in part in cash, or bonds, or in part payment or full payment to allot and issue, as fully paid-up and non-assessable shares of the capital of the company, whether subscribed for or not;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

Generally, to do all acts and exercise all powers, and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated under the name of "The Lavettine Company, Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,
5955—43-2 Assistant-secrétaire provincial.

Industrial Sites, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 15 octobre 1915, constituant en corporation MM. Walter Robert Lorimer Shanks, avocat; Francis Georges Bush, teneur de livres; Georges Robert Drennan, sténographe; Michael Joseph O'Brien, commis; Herbert William Jackson, commis, de la cité de Montréal pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement et posséder des biens-fonds;

Construire des habitations et autres bâtisses sur ces biens-fonds ou sur partie d'iceux;

Vendre, céder à bail, transporter, grever, échanger, aliéner ou autrement disposer de ces biens-fonds ou d'aucune partie d'iceux, développer, améliorer et diviser ces propriétés en lots à bâtir, y tracer des rues, des ruelles, des squares, ou autre chose;

Faire des avances de deniers par voie de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie de la propriété immobilière de la compagnie pour fins de constructions ou pour d'autres améliorations;

Sujet à l'approbation des actionnaires, aider, par avance de deniers ou autrement, à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, tuyaux d'égoûts et autres travaux d'améliorations dont l'objet est de faciliter l'accès aux propriétés de la compagnie et d'accroître leur valeur;

Prendre et détenir de mortgages, des hypothèques, des liens ou gages pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, ou aucune somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, ou avancée par elle à ses acheteurs ou autres personnes, pour fins de constructions ou autres améliorations;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les actions, le capital, les débentures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce un commerce dont l'exercice est de nature à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des biens-fonds ou d'aucune autre propriété possédée par la compagnie en considération, aux termes et conditions que la compagnie jugera avantageuses et accepter du numéraire, des parts, des obligations, des débentures, du capital ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie en paiement total ou partiel de ces acquisitions;

Emettre des parts libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, d'aucun droit ou autre bien acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre, ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable, ou se fusionner avec aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et suivant les conditions estimés convenables, et en paiement de telle considération, recevoir du numéraire, ou au lieu d'icelui des parts acquittées et non-sujettes à appel, des

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,
5956—43-2 Deputy Provincial Secretary.

Industrial Sites, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th of October, 1915, incorporating Messrs. Walter Robert Lorimer Shanks, advocate; Francis George Bush, book-keeper; George Robert Drennan, stenographer; Michael Joseph O'Brien, clerk, Herbert William Jackson, clerk, of Montreal, for the following purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvements calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell or otherwise dispose of any portion of real estate or other property owned by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property rights or other assets acquired by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or in lieu of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any

obligations, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation; distribuer aux actionnaires de la compagnie, de temps à autre aucun argent, aucune part, obligation, débetures, valeur ou autre propriété appartenant à la compagnie;

Et généralement, faire tous actes et toutes choses se rapportant à la réalisation des objets de la compagnie;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne sont, en aucune manière, limités ou restreints par référence ou inférence des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Industrial Sites, Limited", avec un fonds social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200), de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,
5931—43-2 Assistant-secrétaire provincial.

Escourt Lumber Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18 octobre 1915, constituant en corporation MM. Joseph Hector Ducharme, de St-Eleuthère, comté de Kamouraska, négociant, Alfred Auger, commis, Joseph Auger, commis, Charles Edmond Taschereau, notaire, et Joseph Philias Cantin, notaire, de Québec, dans les buts suivants.

Acheter, vendre, louer, opérer, manufacturer le bois marchand, le bois de sciage, la pulpe, bois de pulpe, tous les bois en général, le charbon, les mines, propriétés minières, droits miniers, les minéraux, minerais et les produits en dérivant; acheter, vendre et disposer de tous tels produits et dans ce but, acquérir, tenir, opérer, vendre, échanger, louer ou disposer autrement de propriétés foncières, terres à bois, limites à bois, terres sous licences ou droits de coupe;

Acheter, vendre, louer, posséder ou opérer des pouvoirs d'eau, droits d'aqueduc, pouvoirs moteurs, pouvoirs électriques, moulins à scie et s'en servir pour les affaires de la compagnie;

Acquérir l'achalandage, les droits, actions, affaires et propriétés de toutes personnes, raisons sociales, associations ou corporations et payer pour telles acquisitions en argent, en actions de cette compagnie, en débetures ou autrement disposer de toute manière de toutes telles propriétés ou partie d'icelles ainsi acquises ou opérer de toute manière légale toutes affaires ainsi acquises et d'exercer tous les pouvoirs nécessaires pour l'opération desdites affaires;

Acquérir, ériger et opérer des entrepôts, quais, vaisseaux, bateaux à vapeur, remorqueurs, barges, bassins et élévateurs;

Agir comme agent, fiduciaire, marchand à commission et courtier dans l'achat, la rente, le louage, l'échange et l'opération quelconque de toutes les propriétés, les droits, privilèges et pouvoirs ci-dessus décrits;

Acquérir, de tenir, de louer, vendre, échanger, améliorer, développer ou autrement disposer de toutes propriétés foncières ou personnelles, de nature quelconque en rapport avec les affaires ci-dessus désignées et possédées et exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de tous individus, propriétaires ou autres concernant telles opérations;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et privilèges qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des objets pour lesquels cette

corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Industrial Sites, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,
5932—43-2 Assistant Provincial Secretary.

Escourt Lumber Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1915, incorporating Messrs. Joseph Hector Ducharme, of Saint Eleuthère, county of Kamouraska, trader, Alfred Auger, clerk, Joseph Auger, clerk, Charles Edmond Taschereau, notary, and Joseph Philias Cantin, notary, of Quebec, for the following purposes.

To purchase, sell, lease, operate and manufacture lumber, timber, pulp, pulp wood and wood generally, coal, mines, mining property, mining rights, ores and minerals and products derived therefrom; to purchase, sell and dispose of any such products and for the above purposes to acquire, hold, operate, sell, exchange, lease or otherwise dispose of real estate, timber lands, timber limits, stumpage rights.

To purchase, sell, lease, own or operate water powers, water rights, motive powers, electric powers, saw-mills and utilize the same for the business of the company;

To acquire the good will, rights, shares, business and property of any persons, firms, associations or corporations and to pay for such acquisitions in cash, shares of the company, debentures or otherwise, to dispose in any way of any such properties or part thereof so acquired and to exercise all powers necessary for carrying on aforesaid business.

To acquire, erect and operate warehouses, wharves, ships, steamers, tugs, barges, docks and elevators;

To act as trustee, commission merchant and brokers, for the purchase, hire, leasing, exchange and exploitation of all above described property rights, privileges and powers;

To acquire, hold, lease, sell, exchange, improve develop or otherwise dispose of any real or personal property of any nature in connection with the above described businesses, and to hold and exercise all rights, powers and privileges of any individual, proprietors or others respecting such operations;

To do all things, exercise all powers and privileges which may be deemed necessary for the carrying on of the objects for which the company

compagnie est incorporée en outre des pouvoirs généraux conférés par la loi aux compagnies à fonds social, sous le nom de "Escourt Lumber Company, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD,

5957—43-2 Sous-secrétaire de la province.

The Canada 5, 10, 15 cent Stores, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1915, constituant en corporation M.M. Samuel Bierbrier, gentilhomme; Elis Shneiderman et Morris Bierbrier, marchands; Sam Schulman, tailleur; Samuel Sigler, agent d'immeubles; Morris Shneiderman, gentilhomme, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer tous et chacun des commerces de magasins de 5, 10 et 15 sous;

Fabriquer la totalité ou aucune partie, acheter, vendre ou échanger, équiper et réparer et généralement faire le commerce de chars, vaisseaux, bateaux et moyens de transports de toute description mus et mis en opération par la vapeur, l'électricité, le pétrole, l'huile ou le gaz ou aucune autre force motrice ou autre substance génératrice;

Porter, conduire ou conclure des arrangements pour le transport ou le voiturage des animaux et denrées dans ou entre toute localité, port, rivière, canal ou ruisseaux ou moyen de voitures, véhicules ou vaisseaux construits, possédés ou loués par la compagnie ou sous son contrôle;

S'entremettre comme agents généraux ou spéciaux pour aucune corporation ou compagnie, ou société en rapport avec aucune des susdites opérations et aussi comme marchands à commission;

Acheter ou autrement acquérir ou obtenir aucun projet provisionnel et licence relative à aucune invention véritable ou alléguée, brevet, marque et nom de commerce, dessin, droit d'auteur, schemas, contrat, agence, convention, secret ou procédé, et les payer, soit totalement, soit partiellement, avec du numéraire, avec des parts acquittées ou autrement;

Acquérir et prendre charge, comme commerce en opération, de l'entreprise, de l'actif et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce totalement ou partiellement semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer; ou en possession de biens convenant à ses fins; dans l'intention d'acquérir la totalité ou aucune partie de parts, des obligations, des débetures, des dettes ou du passif de cette compagnie;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer du stock commun co-préférentiel, des débetures, bons et autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce un commerce susceptible d'être exercé pour l'avantage direct ou indirect de la présente corporation, voter sur toutes les parts ainsi détenues par tels procureurs qui seront désignés par les directeurs;

Entrer en société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des

is incorporated in addition to the general powers granted by the Companies' Act, under the name of "Escourt Lumber Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,

5958—43-2 Deputy Provincial Secretary.

The Canada 5, 10, 15 cent Stores, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1915, incorporating Messrs. Samuel Bierbrier, gentleman; Elis Shneiderman and Morris Bierbrier, merchants; Sam Schulman, tailor; Samuel Sigler, real estate agent; Morris Shneiderman, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on all or any of the businesses of 5, 10, 15 cent stores;

To manufacture in whole or part, buy, sell or exchange, equip and repair and generally deal in cars, ships, boats and conveyances of every description propelled or worked by steam, electricity, petrol, oil or gas or any other motive power or power producing substance;

To convey or carry or make arrangements for the conveyance or carriage of animals or goods in or between any place or places, or any port or ports, or in any rivers, canals or streams by means of conveyances, vehicles or vessels manufactured or owned or hired by or under the control of the company;

To act as general or special agents for any corporation or company, firm or firms in relation to any of the above matters and also as commission merchants;

To purchase or otherwise acquire or obtain provisional or other protection and licences in respect of any inventions or alleged inventions, patents, trade marks, names, designs, copyrights, schemes, contracts, agency, agreements, secrets or secret processes and to pay for same, either wholly or in part in cash or by paid-up shares or otherwise;

To acquire and take over as a going concern the undertaking assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on, or possess of property suitable for the purposes of this company, and with a view thereof to acquire all or any of the shares, bonds, debentures, debts or liabilities of such company;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted or as directly or indirectly benefiting this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-

intérêts, la co-opération, l'aventure conjointe, la cession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou engagée dans aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dont l'exercice peut lui profiter directement ou indirectement, prêter de l'argent pour garantir l'exécution des contrats ou autrement aider ces personnes ou compagnies, prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs de cette compagnie, les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Faire tous et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seul soit conjointement avec d'autres, comme facteurs, agents pour aucune autre personne ou compagnie, ou par et au moyen de facteurs, fiduciaires ou agents;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des commerces, entreprise, propriété, actif et franchise d'aucune autre personne ou compagnie en considération de ce que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des parts, débentures ou valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation sous le nom de "The Canada 5, 10, 15 cent Stores, Limited" avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49 000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix parts (490) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'octobre 1915.

C. J. SIMARD

5933

Assistant-secrétaire-provincial.

2553. 15.

Québec, 22 octobre 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 21 octobre courant, 1915, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de LaSarre, dans le comté de Témiscamingue, tout le canton LaSarre

Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire. 6081

Demandes à la Législature

Avis public est donné que demande sera faite par le conseil du comté de Pontiac, à la prochaine session de la Législature provinciale pour la passation d'un bill à l'effet de transférer immédiatement le chef lieu du comté de Pontiac, de Bryson à Campbell's Bay, dans le dit comté, et qu'en outre, demande sera faite dans le dit bill qu'aussitôt que le conseil de comté aura rempli les conditions requises par la loi pour l'établissement et le maintien d'un bureau d'enregistrement à Campbell's Bay, et le lieutenant-gouverneur en conseil, sur proclamation, pourra ordonner le changement du dit bureau d'enregistrement de Bryson à Campbell's Bay.

D. R. BARRY,

Procureur du Pétitionnaire.

Campbell's Bay, 19 Octobre 1915. 6117-44-4

Avis public est par le présent donné que "Les Sœurs de la Charité de Québec", corporation légale ayant son principal établissement en la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session

2

operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this company, and to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others as factors, or agents for any other companies or persons or by or through any factors, trustees or agents;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the businesses, undertakings, property, liabilities and franchises of the company or any other person or company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "The Canada 5, 10, 15 cent Stores, limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1915.

C. J. SIMARD,

5934-43-2

Deputy Provincial Secretary.

2553. 12.

Quebec, 22nd October, 1915

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in Council bearing date the 21st October, 1915, to erect into a separate school municipality, under the name of LaSarre, the whole of LaSarre township, in the county of Temiscamingue.

The above territory forms no part of any school municipality. 6082

Application to the Legislature

An application will be made, by the county council of the county of Pontiac, at the next session of the Provincial Legislature, for the passing of a bill for the purpose of changing forthwith the chief place of the county of Pontiac from Bryson to Campbell's Bay in said county, and that moreover, it shall be asked in said bill, that as soon as the county council of Pontiac will have complied with the conditions required by law for the establishment and maintenance of a Registry office at Campbell's Bay, the Lieutenant Governor in Council, shall have the power, by proclamation to change the Registry office from Bryson to Campbell's Bay.

D. R. BARRY,

Attorney for Petitioner.

Campbell's Bay, 19th October, 1915. 6118-44-4

Public notice is hereby given that "Les Sœurs de la Charité de Québec", a legal corporation having the principal establishment in the city of Québec, will apply to the legislature of the province of Québec at its next session, for an act

pour demander qu'une loi soit passée pour confirmer le décret canonique rendu par l'Archevêque catholique-romain de Québec, le 3 novembre 1913, annexant les lots numéros 736 et 742, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport à la paroisse de Saint-Michel-Archange et pour corriger en conséquence la délimitation de cette dernière paroisse pour les fins civiles.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
Procureurs des requérantes.
Québec, 26 octobre 1915. 6147-44-5
AVIS.

Avis est par les présentes donné que Mesdames Elisa Ribotta, en religion Sœur Marie Octavie, Marie-Louise Millet, en religion Sœur St. Félix, Marie Turot, en religion Sœur St. Antoine, Judith Vieillard, en religion Sœur Marie de Ste Foi, et Anna Sivry, en religion Sœur Ste Paula, actuellement résidant à Salem, Massachusetts, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation civile sous les noms de "L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne" et déterminant les pouvoirs de cette corporation.

Pour les pétitionnaires,
SIROIS & SIROIS,
Notaires.
Québec, 1 octobre 1915. 5687-41-4

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal demandera, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, la passation d'une loi pour les fins suivantes:

Faire annuler la partie non vendue de l'émission de débentures faite sous l'autorité de la loi 4 George V, chapitre 28, et les ré-émettre conjointement avec l'émission complète de débentures autorisée par la loi 5 George V, chap. 40; le tout par une seule et même émission portant intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent (6%), en date du 1er janvier 1916 et payables le 1er janvier 1946.

Faire décréter d'exemption de taxes la propriété des requérants connue sous le nom de "High School", et décrite comme suit:

Certains lots de terre connus comme étant les subdivisions 1 à 31 inclusivement du lot numéro 1459, Quartier Saint-Antoine, Montréal, à savoir: la propriété bornée à l'Est par la rue Metcalfe; au Nord, par l'emplacement Burnside; à l'ouest, par la rue Peel, et au sud, par une ruelle.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Procureurs des requérants.
Montréal, 19 octobre 1915. 5959-43-5

Avis Divers

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 496. Dame Marie-Anne Alice Langevin, épouse de François Duchesne, marchand, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse vs le dit François Duchesne, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le dit défendeur, le 15 octobre 1915.

J. H. DAVID, C. R.
6079-44-5 Procureurs de la demanderesse.

to be passed to confirm the canonical decree issued by the roman-catholic Archbishop of Quebec on the 3rd of november 1913, annexing lots numbers 736 & 742 of the official cadastre for the parish of Beauport to the parish of Saint Michel Archange, and to better determine the limits of said latter parish for civil purposes.

BEDARD, PROVOST & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.
Quebec, 26th October, 1915. 6148-44-5
NOTICE.

Notice is hereby given that Mrs. Elisa Ribotta, known in religious life as Sister Marie Octavie, Marie-Louise Millet, known as Sister St. Félix, Marie Turot, known as Sister Ste. Antoine, Judith Vieillard, known as Sister Marie de Ste. Foi and Anna Sivry, known as Sister Ste. Paula, actually residing in Salem, Massachusetts, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to pass a law constituting them as a corporation under the name of "L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie dites de Sainte-Chrétienne" and determining the powers of said corporation.

For the petitioners,
SIROIS & SIROIS,
Notaries.
Quebec, 1st October, 1915. 5688-41-4

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes:

To cancel that part remaining unsold of the issue of bonds made under the authority of the Statute 4 George V, chapter 28, and to re-issue the same together with the entire issue of bonds authorized by the statute 5 George V, chapter 40; the whole as the one issue, bearing interest at a rate not to exceed six per cent (6%), to be dated 1st January, 1916, payable 1st January, 1946.

To declare exempt from taxation the property of the applicants known as the "High School" property, and described as follows:

"Those certain lots of land being known as sub-divisions 1 to 31 inclusive, of lot number 1459, Saint Antoine Ward, Montreal, that is, the property bounded on the east by Metcalfe street, on the north by Burnside Place, on the west by Peel street and on the south by a lane".

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for Applicants.
Montreal, 19th October, 1915. 5960-43-5

Miscellaneous Notices

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 496. Dame Marie-Anne Alice Langevin, wife of François Duchesne, merchant, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said François Duchesne of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said defendant on 15th October, 1915

J. H. DAVID, C. R.
6080-44-5 Attorney for plaintiff.

Cour supérieure. No 782. Province de Québec. District de Montréal. Mary Dretschén, de la cité de Montréal, épouse de Jacob Rizler, alias Richler, du même endroit, marchand, Demanderesse; vs Ledit Jacob Rizler, alias Richler, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 22 octobre 1915.

MORRISON & ROSE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 octobre 1915. 6089—44-5

Cour supérieure. No 691. Province de Québec. District de Montréal. Esther Druker, de la cité de Montréal, épouse de Samuel Richler, du même endroit, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ledit Samuel Richler, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 22 octobre 1915.

MORRISON & ROSE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 octobre 1915. 6089½—44-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montmagny. No. 199. Elise Leclerc, demanderesse, épouse commune en biens de Gédéon Carron, tous deux de Saint-Camille de Bellechasse, entrepreneur menuisier.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre son mari le dit Gédéon Carron.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 13 septembre 1915.
6099—44-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montmagny. No 199. Eugénie Charland, Demanderesse, épouse commune en biens de Cyrille Boutin, tous deux de Saint-Fabien de Panet, hôtelier et commerçant.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre son mari le dit Cyrille Boutin.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 13 septembre 1915.
6101—44-5

Cour supérieure. No 750. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Eugénie Babineau, de la ville de Richmond, district de Saint-François, épouse de Philippe Côté, tailleur, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse, vs Le dit Philippe Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8^{ème} jour d'octobre 1915.

J. V. D'ARTOIS,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 25 octobre 1915. 6141—44-5

Cour supérieure. No 5035. Province de Québec. District de Montréal. Dame Bertha Ralph, épouse commune en biens de Barnard Kert, marchand, des cité et district de Montréal, Demanderesse, vs Le dit Barnard Kert, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 juillet 1915.

THEBERGE & GERMAIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 août 1915. 6151—44-5

Superior Court. No. 782. Province of Quebec. District of Montreal. Mary Dretschén, of the city of Montreal, wife of Jacob Rizler alias Richler, of the same place, merchant, Plaintiff; vs The said Jacob Rizler alias Richler, Defendant.

An action in separation of property was instituted on the 22nd day of October, 1915.

MORRISON & ROSE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 22nd October, 1915. 6090—44-5

Superior Court. No. 691. Province of Quebec. District of Montreal. Esther Druker, of the city of Montreal, wife of Samuel Richler, of the same place, merchant, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Samuel Richler, Defendant.

An action in separation of property was instituted on the 22nd day of October 1915.

MORRISON & ROSE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 22nd October, 1915. 6090½—44-5

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montmagny. No. 199. Elise Leclerc, of Saint Camille, Bellechasse, wife of Gédéon Carron, carpenter of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband, the said plaintiff duly authorized à ester en justice.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 13th September, 1915.
6100—44-5

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montmagny. No. 199. Eugénie Charland, plaintiff, wife common as to property of Cyrille Boutin, both of Saint Fabien de Panet, hotel-keeper and trader.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against her husband the said Cyrille Boutin.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 13th September, 1915.
6102—44-5

Superior Court. No. 750. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Eugénie Babineau, of the town of Richmond, district of Saint Francis, wife of Philippe Côté, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff, vs The said Philippe Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant, this 8th day of October 1915.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 25th October, 1915. 6142—44-5

Superior Court. No. 5035. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Bertha Ralph, wife common as to property of Barnard Kert, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff, vs The said Barnard Kert, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 9th of July 1915.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 28th August, 1915. 6152—44-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2861. Dame Amanda Bellemare, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Edgar Côté, marchand du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Edgar Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ième jour d'octobre 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 octobre 1915. 5961—43-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1140. Dame Euphrosine Eugénie Sugliani, épouse commune en biens de Luigi Capponi, des cité et district de Montréal, marchand dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure en date du 15 octobre 1915, Demanderesse, vs Ledit Luigi Capponi, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause le 16 octobre 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 octobre 1915. 5939—43-5

Dans la Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 2022. Dame Lauda Grandbois, épouse de Jean-Baptiste Saint-Germain, tous deux de Saint-Alban, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse; vs le dit Jean-Baptiste Saint-Germain, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour d'octobre 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT,
METAYER & LAFERTE,
Procureurs de la demanderesse.
115 Saint-Pierre.
Québec, 7 octobre 1915. 5815—42-5

Cour supérieure. No 4732. Province de Québec. District de Montréal. Dame Georgiana Ouellette, épouse de Eléodore Massée épicière, Montréal, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Eléodore Massée, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 septembre 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 septembre 1915. 5677—41-5

Cour Supérieure. No 3295. Province de Québec. District de Montréal. Dame Adéline Crépeau, épouse séparée de biens de Louis-Raoul Gareau, agent, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Louis-Raoul Gareau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10 août 1915.

THEBERGE & GERMAIN,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 28 août 1915 5581—40-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 3673. Dame Celia Kenny, Demandeur; vs W. A. Higgs, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 14 août 1915.

LAFLAMME, MITCHELL,
& CALLAGHAN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 septembre, 1915. 5591—40-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2861. Dame Amanda Bellemare, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edgar Côté, merchant of the same place duly authorized to *ester en justice* Plaintiff; vs the said Edgar Côté, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 16th day of October, 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th October, 1915. 5962—43-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1140. Dame Euphrosine Eugénie Sugliani, wife common as to property of Luigi Capponi, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the superior Court of October 15th, 1915, Plaintiff, vs the said Luigi Capponi, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 16th of October, 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 16th October, 1915. 5940—43-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 2022. Dame Lauda Grandbois, wife of Jean Baptiste Saint Germain, both of Saint Alban, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Jean Baptiste Saint Germain, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the sixth day of October, 1915.

GALIPEAULT, SAINT LAURENT,
METAYER & LAFERTE,
Attorneys for Plaintiff.

Québec, 7th October, 1915. 5816—42-5

Superior Court. No. 4732. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Georgiana Ouellette, wife of Eleodore Massée, grocer, of Montreal, duly authorized to ester en justice Plaintiff; vs The said Eleodore Massée, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th September, 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 30th September, 1915. 5678—41-5

Superior Court. No. 3295. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Adeline Crepeau, wife common as to property of Louis-Raoul Gareau, Agent, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs The said Louis Raoul Gareau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th of August 1915.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, August 28th 1915. 5582—40-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 3673. Dame Celia Kenny; Plaintiff; vs W. A. Higgs, Defendant.

An action for separation of property has been taken against the Defendant dated the 14th August, 1915.

LAFLAMME, MITCHELL
& CALLAGHAN,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 27th September, 1915. 5592—40-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 352. Dame Lucie Poirier, de Montréal, épouse commune en biens de Philias Lapiere, jardinier, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Philias Lapiere, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 septembre 1915.

DEGUIRE & NANTEL,
Procureurs de la demanderesse.

(Vraie copie)

Deguire & Nantel,
Proc. de la demanderesse.
Montréal, 7 octobre 1915. 5817—42-5

Dans la Cour supérieure. No 660 Canada. Province de Québec. District de Saint-François. Avis est par le présent donné que Dame Irène Beattie, du Canton de Magog, dans le District de Saint-François, a, ce jour, intentée une action en séparation de biens contre son époux, Adam Beattie, du même endroit.

GATE, WELLES & WHITE,
Procureurs de la demanderesse
Sherbrooke, Qué., le 13 septembre, 1915.

5575—40-5

Province de Québec. District de Montréal. No 3269. Cour Supérieure. Dame Hesse Perovosnik, épouse commune en biens de Solomon Lack, des cité et district de Montréal, agent, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de la Cour supérieure, Demanderesse; contre Solomon Lack, des cité et district de Montréal, agent, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce quatorzième jour d'août 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
5615—40-5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec. District d'Arthabaska. Cour supérieure. No 401.—Dame Bernadette Désilets, de la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, épouse commune en biens du défendeur, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; contre Alméda Boucher, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

AUGUSTE QUESNEL,
Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 29 septembre 1915. 5673—40-5

Cour Supérieure. No 451. Province de Québec. District de Montréal. Dame Berthe Tétrault, des cité et district de Montréal, épouse de Eugène Emond du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Eugène Emond, agent du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 6 octobre 1915.

J. P. LANCTOT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre, 1915. 5775—41-5

Cour supérieure. No 1837. Province de Québec. District de Montréal. Dame Philomène Gauthier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Marcotte, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Marcotte, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause, le 22ème jour de septembre 1915.

RIVET & PAPINEAU,
Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 12 octobre 1915. 5861—42-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 352. Dame Lucie Poirier, of Montreal, wife common as to property of Philias Lapiere, gardener, of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Philias Lapiere, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th September, 1915.

DEGUIRE & NANTEL,
Attorney for Plaintiff.

(True Copy)

Deguire & Nantel,
Attorney's for Plaintiff.
Montreal, 7th October, 1915. 5818—42-5

In the Superior Court. No. 660. Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis. Notice is hereby given that Dame Irene Beattie, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Adam Beattie, of the same place.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, Que., Seprembre 13th, 1915.

5576—40-5

Province of Quebec. District of Montreal. No. 3269. Superior Court. Dame Hesse Perovosnik, wife common as to property of Solomon Lack, of the city and district of Montreal, agent, duly authorized for these presents by judgment of the Superior Court, Plaintiff; against Solomon Lack, of the city and district of Montreal, agent, Defendant.

Action in separation as to property has been instituted this fourteenth day of August, 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
5616—40-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec. District of Arthabaska. In the Superior Court, No 401.—Dame Bernadette Désilets, of the town of Victoriaville, district of Arthabaska, wife common as to property of the defendant and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; against Alméda Boucher, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

AUGUSTE QUESNEL,
Attorney for Plaintiff.
Arthabaska, 29th September, 1915. 5674—40-5

Superior Court. No. 451. Province of Québec. District of Montreal. Dame Berthe Tétrault, of the city and district of Montreal, wife of Eugene Emond, of the same place, duly authorized to ester en justice Plaintiff; vs Eugene Emond, agent, of the same place; Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the present case, on the 6th October, 1915.

J. P. LANCTOT,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 6th October, 1915. 5776—41-5

Superior Court. No. 1837. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Philomène Gauthier, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Marcotte, contractor of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Joseph Marcotte, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 22nd day of September, 1915.

RIVET & PAPINEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 12th October, 1915. 5862—42-5

Cour supérieure. No 416. Province de Québec. District d'Arthabaska. Dame Marie Adélie Boucher Demanderesse; vs Pierre Belanger, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.
A. H. CHABOT, Procureur de la Demanderesse.
Arthabaska 4 octobre 1915. 5823—42-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4156. Dame Hermina Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Lapierre, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et le dit Théophile Lapierre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 20 mars 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,
& ARCHAMBAULT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 28 mai 1915. 5915—42-5

Cour supérieure. No 2087. Canada. Province de Québec. District de Montréal. Dame Albina Denis, épouse commune en biens de Hugues Leduc, manufacturier de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Hugues Leduc, Défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

BESSETTE & DUGAS,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 octobre 1915. 5901—42-5

Cour supérieure. No 756. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Arzèlie Martel, du township de Barford, dans le dit district épouse commune en biens par contrat de mariage de Jean Langevin, cultivateur du même endroit, a ce jour intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

HECTOR VERRET,
Proc. de la Demanderesse.
Sherbrooke, 12 octobre 1915. 5903—42-5

Cour supérieure. No 1083. Province de Québec. District de Montréal. Dame Hanna *alias* Dame Anna Weintraub, des cité et district de Montréal, épouse de Jancu Sie Zelicovici, *alias* Moses Zelicovitch, de la dite cité de Montréal, commerçant, dûment autorisée aux fins des présentes, par jugement de la Cour supérieure, en date du 12 octobre 1915, Demanderesse; vs Jancu Sie Zelicovici, *alias* Moses Zelicovitch, de la dite cité de Montréal, commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce 12ème jour d'octobre 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 12 octobre 1915. 6017—43-2

Cour supérieure. No 2118. Province de Québec. District de Montréal. Dame Annie Sugar, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Tafler, du même lieu courtier d'immeubles, la dite Annie Sugar, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Samuel Tafler, de la cité et du district de Montréal, courtier d'immeubles, Défendeurs.

Une action en séparation de biens a été émanée par la Demanderesse, contre le Défendeur, le 18ème jour d'octobre 1915.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 18 octobre 1915. 6045—43-5

Superior Court. No. 416. Province of Quebec. District of Arthabaska. Dame Marie Adelia Boucher, Plaintiff vs Pierre Belanger, Defendant. An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
A. H. CHABOT, Attorney for Plaintiff.
Arthabaska, 4th October, 1915. 5824—42-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4156. Dame Hermina Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théophile Lapierre, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Théophile Lapierre, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th March, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE
& ARCHAMBAULT,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th May, 1915. 5916—42-5

Superior Court. No. 2087. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Albina Denis, wife common as to property of Hugues Leduc, manufacturer of Montreal, said district, duly authorized to *ester en justice*. Plaintiff; vs the said Hugues Leduc, Defendant.

An action as to property has been instituted this day in this cause.

BESSETTE & DUGAS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 13th October, 1915. 5902—42-5

Superior Court. No. 756. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Arzèlie Martel, of the township of Barford, in said district, wife common as to property by marriage contract of Jean Langevin of the same place farmer has this day taken an action in separation as to property against her said husband.

HECTOR VERRET,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 12th October, 1915. 5904—42-5

Superior Court. No. 1083. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Hanna, *alias* Dame Anna Weintraub, of the city and district of Montreal, wife of Jancu Sie Zelicovici, *alias* Moses Zelicovitch, of the said city of Montreal, trader, duly authorized for the purposes of these presents, by judgment of the Superior Court, rendered, on 12th October, 1915, Plaintiff; vs Jancu Sie Zelicovici, *alias* Moses Zelicovitch, of the said city of Montreal, trader, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 12th day of October, 1915.

JACOB, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 12th October, 1915. 6018—43-5

Superior Court. No. 2118. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Annie Sugar of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Tafler of the same place, real estate broker, and the said Dame Annie Sugar, being duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Samuel Tafler, of the city and district of Montreal, real estate broker, Defendant

An action in separation as to property has been issued by the plaintiff, against the Defendant, on the 18th day of October, 1915.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 18th October, 1915. 6046—43-5

Avis de Faillites

Cour supérieure.

Province de Québec.

District d'Ottawa.

In re: Mde L. N. Bourcier, Ripon, Qué.,

Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 20ième jour d'octobre, 1915, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power"

Montréal, 21 octobre 1915.

6075

Cour supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

In re: L. B. Morency & Cie, marchand, 9 rue Saint-Jean, Québec. Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'en 9 novembre 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

GEORGES DUCLOS,
Curateur.

6077

30, rue Saint-Jacques, Montréal.

Cour supérieure.

Canada,

Province de Québec,

District de Bedford.

In re: Alphonse Prévost, Demandeur, Créancier; vs J. A. Ménard de la ville de Farnham, Failli.

Avis est par les présentes données que le sus dit failli a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 20 octobre 1915, et je suis nommé gardien provisoire. L'assemblée des créanciers pour la nomination d'un curateur et d'inspecteurs aura lieu le 4 novembre 1915.

JOSEPH A. BOISVERT,
Gardien provisoire.

6085

In re: Joseph Chevrier, marchand général, Cheneville, P. Q..

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait à la cour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Veillez envoyer votre réclamation assermenté au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Gardien provisoire.

Hull, 20 octobre 1915.

6091

Province de Québec,

District de Kamouraska,

No 347.

Cour supérieure.

Avis est par les présentes donné que Dame Joséphine Dubé, faisant affaires comme marchande publique à Saint-Louis du Ha! Ha!, sous la raison sociale de Leon Morin & Cie, a, le 22 octobre, 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.,
Gardien provisoire.

Fraserville, rue de l'Eglise.

Fraserville, 23 octobre 1915.

6115

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Ottawa.

In re: Mrs. L. N. Bourcier, Ripon, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 20th day of October, 1915, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig street West Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.

Montreal, 21st October, 1915.

6076

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Montreal.

In re: L. B. Morency & Cie, merchant, 9 Saint John street, Quebec. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open for contestation until the 9th day of November, 1915, after which date this dividend will be payable at my office.

GEORGES DUCLOS,
Curator.

6078

30 Saint James street, Montreal.

Superior Court.

Canada,

Province of Quebec.

District of Bedford.

In re: Alphonse Prévost Plaintiff; creditor vs J. A. Ménard, of the town of Farnham. Insolvent.

Notice is hereby given that the aforesaid insolvent has made a judicial abandonment of his creditors on the 20th, October 1915, and that I was appointed provisional guardian. The meeting of creditors for the appointment of a curator and inspectors will be held on the 4th November, 1915.

JOSEPH BOISVERT,
Provisional Guardian.

6086

In re: Joseph H. Chevrier, general merchant, Cheneville, P. Q.

Notice is hereby given that said insolvent has made in the court a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim in this matter.

J. E. COUTURE,
Provisional Guardian.

Hull, 20th October, 1915.

6092

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Kamouraska,

No. 347.

Notice is hereby given that Dame Josephine Dube, carrying on business as public trader at Saint Louis du Ha! Ha!, under the firm name of Leon Morin & Cie, has on the 22nd October, 1915, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors.

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.,
Provisional Guardian.

Fraserville, De l'Eglise street.

Fraserville, 23rd October, 1915.

6116

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 433.

Dans l'affaire de David Kaminsky, "Merchants
Clothing Co. & The American Woolen Co."
Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable
sus-nommé a consenti, ce 20ième jour d'octobre,
1915, à une cession judiciaire de tout ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du
protonotaire de la Cour supérieure du district de
Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sous-gardien provisoire.

Bureaux de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame Est.
Montreal, 22 octobre 1915. 6087

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re: Dame M. L. A. Demers, épouse de feu
Jules Rivet, en son vivant épiciier. de Montréal,
Faillie.

Je, soussigné, comptable de la cité de Montréal,
ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-
nommé par l'honorable juge MacLennan, le
25ième jour d'octobre 1915.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-
duire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne
l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques,
Montréal, dans les trente jours de la date du pré-
sent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 25 octobre 1915. 6121

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 117.

W. P. Sparrow & F. J. MacNeil, faisant affaires
à Montréal, sous le nom de "Sparrow & Mc-
Neil", entrepreneurs, Insolvable.

Premier bordereau de dividende.

Avis est par le présent donné qu'un premier
dividende de quatre sous (0.04) dans la piastre
a été déclaré en la présente affaire, et sera sujet
à objection jusqu'à lundi, le 15 novembre 1915.
Après cette date, le dividende sera payable à mon
bureau, 613 Edifice "Power", rue Craig, Mont-
réal.

6123 F. W. SHARP,
Curateur.

Cour supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.
No 324.

In re: W. A. Aubert, Thetford Mines, P. Q.,
Insolvable.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été
préparé et sera payable à notre bureau le ou après
le 15 novembre 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être
déposée entre nos mains avant la date ci-haut
mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Batisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 octobre 1915. 6149

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 433.

In re David Raminsky, "Merchants Clothing Co.
& The American Woolen Co.", Montreal, Que.,
Insolvent..

Notice is hereby given that the above named
insolvent has this 20th day of October, 1915,
made a judicial abandonment of all his property
for the benefit of his creditors at the office of
the prothonotary of the Superior Court for the
district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub.-Prov. Guardian.

Office of:
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre-Dame street East.
Montreal, Que., 22nd October, 1915. 6088

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re: Mrs. M. L. A. Demers, wife of late Jules
Rivet, formerly grocer, of Montreal,
Insolvent.

I, the undersigned accountant of the city of
Montreal, have been duly appointed curator to
above named insolvent estate by honorable
judge MacLennan, on the 25th day of October,
1915.

Creditors of said insolvent are requested to
produce their claims at my office, (if they have
not already done so), No. 15, Saint James street,
Montreal, within thirty days from date of present
notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.
Montreal, 25th October, 1915. 6122

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 117.

W. F. Sparrow and F. J. MacNeil, doing business
in Montreal, in the name of "Sparrow & Mc-
Neil", contractors, Insolvent.

First dividend sheet.

Notice is hereby given that a first dividend of
four cents (0.04) of one dollar has been declared
in this matter, open to objection until Monday
the 15th day of November 1915 after which date
the dividend will be payable at my office, 613
Power Building, Craig street, Montreal.

6124 F. W. SHARP,
Curator.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska,
No. 324.

In re: W. A. Aubert, Thetford Mines, P. Q.,
Insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared
and will be payable at our office on or after 15th
November, 1915.

Any contestation of such dividend must be
deposited with us before the date above mention-
ed.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street.
Montreal, 30th October, 1915. 6150

In re: "Canadian New Invention Improvement Mfg., Co.," Papineauville, Co. Labelle, Qué.,
En Liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un ordre de mise en liquidation a été donné dans cette affaire, et que j'ai été nommé liquidateur provisoire. Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées aussitôt que possible.

Les créanciers, actionnaires et contributaires de la dite compagnie sont notifiés de se réunir au Bureau du Protonotaire, au Palais de justice, en la cité de Hull, mercredi, le 3 novembre prochain 1915, à 10 heures de l'avant-midi, pour nommer un liquidateur permanent et des inspecteurs.

J. E. COUTURE,
Liquidateur provisoire.

Hull, 15 octobre 1915. 6143

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

In re: Léopold Leduc, Cookshire, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire à Sherbrooke, Qué.

J. F. LEBLANC,
Gardien provisoire.

Bureau de Allaire & Leblanc.
Sherbrooke, Que., 18 octobre 1915. 6145

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Louis Ph. Dion, marchand de nouveautés de Québec, a le 21ème jour d'octobre 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 Saint-Pierre.
Québec, 23 octobre 1915. 6119

Ordre de Cour

Cour supérieure.

Province de Québec.
District de Montréal.
No 1106.

J. W. Jamieson & Company Limited, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Demanderesse;

vs

J. Jules Gingras, de la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Le quatorzième jour d'octobre 1915, sur l'ordre de l'honorable juge Lafontaine, donné ce jour vu vu les allégations de l'insolvabilité du défendeur J. Jules Gingras, entrepreneur peintre de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, le défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pu encore produire leur réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

F. DÉPATIE,
Dép. P. C. S.

Montréal, ce 19ème jour d'octobre 1915.
6041—43-2

In re: Canadian New Invention Improvement Mfg., Co., Papineauville, Co. Labelle, P. Q.,
In Liquidation.

Notice is hereby given that a winding-up order has been granted in this matter and that I have been appointed provisional liquidator. Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

Creditors, shareholders and contributories are notified to meet at the prothonotary's office at the Court house, in the city of Hull, Wednesday, 3rd November, 1915, at 10 o'clock, A. M., to advise as to the appointment of a permanent liquidator and inspectors.

J. E. COUTURE,
Provisional liquidator.

Hull, 15th October, 1915. 6144

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

In re: Léopold Leduc, Cookshire, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Sherbrooke, Que., a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. F. LEBLANC,
Provisional guardian.

Office of Allaire & Leblanc.
Sherbrooke, Que., 18th October, 1915. 6146

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Louis Ph. Dion, dry goods merchant of Quebec, has on the 21st day of october 1915 made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint-Peter street.
Quebec, 23rd October, 1915. 6120

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Montréal.
No. 1106.

J. W. Jamieson & Company, Limited, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montréal,
Plaintiff;

vs

J. Jules Gingras, of the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, Defendant.

By order of the Honourable Justice Lafontaine, given on the fourteenth day of October, 1915, and seeing the allegations concerning the insolvency of J. Jules Gingras, contractor painter of the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, the Defendant, the creditors of the said Defendant who have not yet produced their claims, are now called to filed them in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montréal, at the city of Montréal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette* in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

F. DÉPATIE,
Dep. P. S. C.

Montreal, this 19th day of October, 1915.
6042—43-2

Vente par Encan

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publique, jeudi, le dix-huitième jour de novembre, 1915, à dix heures a. m. dans la partie ouest de sa gare rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
CANADIEN DU PACIFIQUE,
Par J. O. APPS,
Agent général du bagage.
Montréal, 23 septembre 1915. 5573—40-6

Auction Sale

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 18th day of November, 1915, at ten o'clock a. m. in the west end of its Windsor Street Station, with entrance on Osborne Street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company, unclaimed, for a space of twelve months.

THE CANADIAN PACIFIC
RAILWAY COMPANY,
per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 23rd September, 1915. 5574—40-6

Vente par Liquidateur

Re: LING ASBESTOS COMPANY
(EN LIQUIDATION).

Avis est par le présent donné par le soussigné que, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Beauce, dans la province de Québec, rendu le 20ième jour de septembre 1915, il offrira en vente, SAMEDI, le SIXIEME jour de NOVEMBRE 1915, à MIDI, à la porte de l'église de la paroisse de East Broughton, par enchère, au plus haut et dernier enchérisseur :

"Un certain lot de terre situé dans le sixième rang du canton de Broughton, d'environ huit arpents de front par huit arpents de profondeur; borné au nord-est par le Chemin du Roi; au sud-ouest par le vendeur (Louis Beaudoin); au nord-ouest par F. H. Vachon, et du côté sud-est par Benoni Bouthillet—circonstances et dépendances, et maintenant décrit comme étant la partie nord-est du numéro treize "B", du dit sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la division d'enregistrement de la dite paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Broughton, comté de Beauce, et qui se trouve être décrit au long et plus minutieusement au procès-verbal d'icelui, dressé par F. O. A. Legendre, arpenteur provincial, le 18 février 1891, avec toutes les mines, droits miniers, minéraux, minéraux et autres substances économiques dans, sous et sur le sol, ainsi que toute machinerie, usine, outils, biens meubles et effets dans et près des lieux, et les bâtisses et améliorations dessus faites et construites, et autres appartenances et dépendances quelconques s'y rapportant, et d'aucune manière s'y rattachant sans aucune exception ni réserve".

Pour mise à prix, termes de vente et autres détails, s'adresser à:

JOHN J. GRIFFITH, L. I. A.,
Liquidateur.
Sherbrooke, Québec, Canada. 5643—43-2

ERRATUM.

Dans l'avis re: "Ling Asbestos Company", paru le 2 octobre, page 2707; le 9 octobre, page 2431; et le 16 octobre, page 2477; il faut lire dans la version anglaise: le SIXIEME jour de novembre au lieu de SEIZIEME jour de novembre.

Liquidator's sale

Re: LING ASBESTOS COMPANY
(IN LIQUIDATION).

Notice is hereby given by the undersigned that in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Beauce, in the province of Quebec, Canada, rendered the 20th day of September, 1915, he will offer for sale on SATURDAY, the SIXTH day of NOVEMBER, 1915, at TWELVE of the clock, noon, at the church door of the parish of East Broughton, by auction, to the last and highest bidder:

"A certain parcel of land situated in the sixth range of the township of Broughton, of about eight arpents in front by eight arpents in depth; bounded to the north east by the King's Highway; to the south west by the vendor (Louis Beaudoin); on the north west by F. H. Vachon, and on the south east by Benoni Bouthillet—appurtenances and dependencies, and now described as being the north-east part of number thirteen "B", of the said sixth range, of the official plan and book of reference of the Cadastral Registration Division of the parish of the Sacred Heart of Jesus of Broughton, county of Beauce, and being more particularly and at length described in the *proces verbal* thereof, made by F. O. A. Legendre, Provincial Land Surveyor, on the 18th February, 1891, together with all the mines, mining rights, ores, minerals and other economic substances in, under or upon the same, and all machinery, plant, tools, moveables articles and effects, in and about the premises, and the buildings and improvements thereon erected and made, and other appurtenances and dependencies whatsoever thereunto belonging, or in any way appertaining without any exception or reserve".

For upset price, conditions of sale and further details, apply to:

JOHN J. GRIFFITH, L. I. A.,
Liquidator.
Sherbrooke, Quebec, Canada. 5644—43-2

ERRATUM.

In the notice re: Ling Asbestos Company, published the 2nd October, page 2707; 9th October, page 2431; and 16th October, page 2477, in the English version, read the SIXTH day of November instead of the SIXTEENTH day of November.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **THE SAINT JACQUES TOBACCO PACKING COMPANY, LIMITED,** Demanderesse; contre **THE ARTHABASKA CIGAR COMPANY,** Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse.

Un terrain situé dans la ville d'Arthabaska, sur le côté sud-est d'un chemin privé conduisant de la rue de la cour à la maison de Joseph Turcot contenant environ 350 pieds de front sur le dit chemin privé par 80 pieds de profondeur, et connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville comme faisant partie du (No 270) numéro deux cent soixante dix; borné au sud-ouest à Adélar Maheu ou représentants, au sud-est à Paul Croteau, au nord-est au ruisseau de l'ancien étang de Barwis et au nord-ouest au chemin susdit—avec la bâtisse servant de manufacture de cigares y érigée et toutes les machines et machineries s'y trouvant, avec aussi le droit de passage en commun dans le chemin actuel susdit de Joseph Turcot pour communiquer du terrain ci-dessus à la rue de la Cour.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Arthabaska, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain (1915, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du Shérif. Shérif.
Arthabaska, 4 octobre 1915. 5681—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **THE SAINT JACQUES TOBACCO PACKING COMPANY, LIMITED,** Plaintiff; against **THE ARTHABASKA CIGAR CO.,** Defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situated in the town of Arthabaska, on the south easterly side of the private road, leading from court street to Joseph Turcot's house containing about 350 feet in front on the said private road by 80 feet in depth, and known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Arthabaskaville, as forming part of No. (270) two hundred and seventy: bounded towards the south west by Adélar Maheu or representatives, towards the south east by Paul Croteau, towards the north east by the creek of the Barwis' old pond and toward the north west to the road aforesaid—with the building used as a cigar factory thereon erected and all machines and machiner therein, with also the right of way in common in the said Joseph Turcot's private road, to communicate from said piece of land to the said Court street.

To be sold at my office, in the court-house, at Arthabaska, on the TWELFTH day of NOVEMBER next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Arthabaska, 4th October, 1915. 5682—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **A DOLPHE FORTIER,** Demandeur; contre **JOSAPHAT BOULETTE,** Défendeur.

Le numéro du lot trois quart vingt-huit (¾-28), du rang huit du canton de Gayhurst, portant le numéro quatre cent huit (408), du cadastre, le tout dans la paroisse de Saint-Samuel—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel, le NEUF NOVEMBRE prochain (1915), à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 5 octobre 1915. 5757—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **A DOLPHE FORTIER,** Plaintiff; against **JOSAPHAT BOULETTE,** Defendant.

The three quarters of lot number twenty-eight (¾-28), of the eight range of Gayhurst, township, bearing cadastral number four hundred and eight (408), of the parish of Saint Samuel—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Samuel, on the NINTH NOVEMBER next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 5th October, 1915. 5758—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } OMER CHOINIÈRE
District de Bedford, } cultivateur,
No 9504. } du canton Granby, dans le district de Bedford, Demandeurs; contre les meubles et héritages de TOUSSAINT SAURETTE et FLORINA SAURETTE, ci-devant du village de Granby, dit district de Bedford, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant à Toussaint Saurette, l'un des dits défendeurs:

Cet emplacement situé dans le village de Granby, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Granby comme étant le lot cadastral numéro trois cent trente cinq (335), moins soixante (60) pieds à retrancher sur la largeur; la section ouest étant déjà vendue à Augustin Choinière, junior, par acte passé devant l'Ecuyer, notaire, le 5 novembre, 1914—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby, dit district, le DEUXIEME jour de DECEMBRE, 1915, à une heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sweetsburg, 25 octobre 1915. 6113—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } OMER CHOINIÈRE
District of Bedford, } farmer, of the
No. 9504. } township of Granby, in the district of Bedford, plaintiff; against the goods and lands of TOUSSAINT SAURETTE, and FLORINA SAURETTE, heretofore of the village of Granby, said district of Bedford, and now of parts unknown, Defendants.

Taken in execution as belonging to Toussaint Saurette, one of the said Defendants:

That certain piece of land situated in the village of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said village of Granby as cadastral lot number, three hundred and thirty five (335), less sixty (60) feet in width off, the west end already sold to Augustin Choinière, junior, by deed before L'Ecuyer, notary, the 5th November, 1914—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the village of Granby said district, on the SECOND day of DECEMBER, 1915, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office. Sheriff.
Sweetsburg, 25th October, 1915. 6114—44-2
[First published, 30th October, 1915].

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Dans la Cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, } CHARLES RO-
District de Gaspé, } BIN COL-
Comté de Bonaventure, } LAS & CIE, De-
No 673. } mandeurs; contre les meubles et effets, les terres et héritages, de WILLIAM DELAROSBILLE, fils ANDRE, Défendeur.

1. Cette partie du lot No 14 de la subdivision originaire de Cox, dans les comté et districts susdits de la Commune de Paspébiac; bornée au sud par les lots du cadastre Nos 378 et 390; à l'ouest, par le lot du cadastre No 393; au nord, par le chemin qui sépare la commune de Paspébiac d'avec le 2ième rang; à l'est, par le lot cadastral No 391, mesurant 90 mailles de largeur par deux chaînes et 68 mailles de profondeur, et contenant une superficie de un quart d'acre de terre—avec une maison, une grange et d'autres bâtisses dessus construites; le susdit lot connu sur le cadastre du canton Cox comme étant le No 392.

2. Toute la partie du lot No 14, dans le second rang de Paspébiac susdit, comprenant une superficie de 4-94/100 acres de terre et connu comme étant le lot cadastral No 461—sans bâtisses.

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
In the Superior Court.—New Carlisle.

Province of Quebec, } CHARLES RO-
District of Gaspe, } BIN, COL-
County of Bonaventure, } LAS & CO., Plain-
No. 673. } tiff; against the goods and chattels, and the lands and tenements of WILLIAM DELAROSBILLE, son ANDRE, Defendant.

1. That part of lot No. 14 of the primitive subdivision of Cox, in the county and district aforesaid of the Common of Paspébiac; bounded on the south by Cadastral lots Nos. 378 and 390; on the west by cadastral lot No. 393; on the north by the road between the common of Paspébiac and the 2nd range; on the east by cadastral lot No. 391, admeasuring 90 links in front by two chains and 68 links in depth, and containing a superficies of one quarter of an acre of land—together with a house and barn and other buildings thereon erected; the aforesaid lot known on the cadastre of the township of Cox as lot No. 392.

2. All that part of lot No. 14, in the second range of Paspébiac aforesaid, containing an area of 4-94/100 acres of land and known as cadastral lot No. 461—without buildings.

3. Toute la partie du lot No 14, dans le troisième rang de Paspébiac susdit, ayant une superficie de 4-3/10 acres de terre, et connu sur le cadastre et au livre de renvoi du canton Cox comme étant le lot cadastral No 844—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, JEUDI, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,
Shérif, C. B.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, 4 octobre 1915. 5729—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Dans la Cour du Magistrat—New-Carlisle.

Province de Québec, } N. NADDER, de
District de Gaspé, } New - Rich-
Comté de Bonaventure, } mond, marchand,
No 401. } Demandeur; contre
les terres et tenements de ALFRED MOSES,
aussi de New-Richmond, Défendeur.

Tous les droits, titres et intérêts dudit Alfred Moses, sur et dans un certain lot de terre, dans second rang est de New-Richmond, dans les comté et district susdits, ayant une superficie d'environ trois quarts d'acre de terre, plus ou moins, et mai tenant connu comme étant une partie du lot cadastral No 427; borné à l'est, par le lot cadastral No 428; au nord, par le chemin de front du 3ième rang; au sud et à l'ouest, par le résidue dudit lot cadastral No 427—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saints-Anges-Gardiens de Cascapédia, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi

W. M. SHEPPARD,
Shérif, C. B.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, 4 octobre, 1915. 5727—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir: } IN RE VICTOR
No 145. } GINGRAS,
marchand du village de Mont-Laurier, district de Montcalm, Débiteur-insolvable; et VINCENT LAMARRE, des cité et district de Montréal, curateur; et GAULT BROTHERS COMPANY LIMITED, une corporation ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Requérente.

Un lopin de terre faisant partie du lot (No 24) vingt-quatre, du premier rang du canton Campbell, dans le comté Labelle, dans la province de Québec, mesurant cinquante pieds (50) de largeur par toute la largeur entre la rue publique et le ruisseau Villemare; borné en front à l'ouest par la rue publique à l'est par le dit ruisseau, au sud par la terre de J. L. Fortin et au nord par Jean-Baptiste Forget—avec bâtisses dessus érigées;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvières, au village de

3. All that part of lot No. 14, in the third range of Paspébiac, aforesaid, containing an area of 4-3/10 acres of land and known on the cadastre and book of reference of the township of Cox as cadastral lot No. 844—with all the improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspébiac, on THURSDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER ensuing (1915), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C. R.

New Carlisle, 4th October, 1915. 5730—41-2
[First published, 9th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Magistrates Court.—New-Carlisle.

Province of Quebec, } N. NADDER, of
District of Gaspe, } New - Rich-
County of Bonaventure, } mond, merchant,
No 401. } Plaintiff; against the
lands and tenements of ALFRED MOSES, also
of New-Richmond, Defendant.

All the rights, title and interest of the said Alfred Moses, in a certain piece or parcel of land, in the second range east of New Richmond, in the county and district aforesaid, containing an area of about three quarters of an acre of land, more or less, and now known as part of cadastral lot No. 427; bounded on the east by cadastral lot No. 428; on the north by the front road of the 3rd range; and on the south west by the residue of the said cadastral lot No. 427—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saints Angés Gardiens de Cascapédia, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, 1915, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's office,
New-Carlisle, 4th October, 1915.

5728—41-2
[First published, 9th October, 1915.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont Laurier, to wit: } IN RE VICTOR
No. 145. } GINGRAS,
merchant of the village of Mont Laurier, district of Montcalm, Insolvent debtor; and VINCENT LAMARRE, of the city and district of Montreal, Curator; and GAULT BROTHERS COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Petitioner.

A parcel of land forming part of lot number twenty four (No. 24), first range of Campbell township, county of Labelle, Province of Quebec, measuring fifty (50) feet in width by the whole depth between the public street and Villemare brook; bounded in front to the west by the public street, on the east by the said brook, on the south by the land of J. L. Fortin and on the north by Jean Baptiste Forget,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fourvières, in the village of

Mont-Laurier, le QUINZIEME jour du mois de NOVEMBRE de l'année 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Bureau du shérif. Shérif.
Mont-Laurier, 30 septembre 1915.
5683—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } MAURICE ROUS-
No 248. } SEAU, avocat,
de Montmagny, Demandeur; contre JOSEPH
BLAIS, fils de Louis, de la paroisse de Saint-
Paul, Défendeur.

La moitié sud-ouest du lot No vingt-deux, sixième rang sud-ouest, connu aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Paul, canton Montminy, avec réserve de la coupe de bois de sapin et épinette pour 15 ans du 13 mai 1910, en faveur de M. Pierre Tanguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 27 octobre 1915. 6181—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Québec.

Montmagny, à savoir: } G E R M A I N
No. 4379. } B E L A N G E R,
marchand de nouveauté, de la cité de Québec,
Demandeur; contre SARA LAROCHELLE,
de Saint-Damien de Bellechasse, Défenderesse.

Les lots de terre numéros vingt-quatre E, et vingt-cinq E, (24E et 25E), connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du septième rang du canton Buckland, dans le comté de Bellechasse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain (1915), à DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 6 octobre 1915. 5759—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Mont Laurier, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff's office. Sheriff.
Mont Laurier, 30th September, 1915.
5684—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } MAURICE ROUS-
No. 248. } SEAU, advocate,
of Montmagny, Plaintiff; against JOSEPH
BLAIS, son of Louis, of the parish of Saint Paul,
Defendant.

The south west half of lot No. twenty two, sixth range south west, known upon the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, Montminy township, under the reserve of the cut of fir and spruce for 15 years from the 13th May, 1910, in favor of Mr. Pierre Tanguay,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door, of the parish of Saint Paul, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 27th October, 1915. 6182—44-2
[First published, 30th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Québec.

Montmagny, to wit: } G E R M A I N
No. 4379. } B E L A N G E R,
dry goods merchant, of the city of Québec, Plain-
tiff; against SARA LAROCHELLE, of Saint
Damien, de Bellechasse, Defendant.

The lots of and known and designated under, numbers twenty four E and twenty five E (24E and 25E), upon the official plan and book of reference of the cadastre of the seventh range of Buckland township, in the county of Bellechasse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of S int Damien, on the NINTH day of NO-
VEMBER next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 6th October, 1915. 5760—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FRONTENAC BREW-**
No 2002. } **ERIES, LTD,**
corps politique et incorporé ayant ses principaux bureaux et places d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **MARTIN LANDES, Défendeur.**

1. La moitié indivise d'un emplacement ayant front sur l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville, à Montréal, dit district, connu sous le numéro 70 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus érigées;

2. Deux lots de terre ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 30 et 32 de la subdivision officielle du lot numéro onze aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 1110 à 1120 du dit Boulevard Saint-Laurent. Les susdits lots numéros 30 et 32 ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 octobre 1915. 6127—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ZELIA ROUS-**
No 297. } **SEAU, épouse séparée**
de biens de Alfred Lafamme, cordonnier, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de **J. ALBERT OUELLETTE, Défendeur.**

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu comme étant le numéro cinquante et un (51), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cinq (5-51); borné en front par la rue De Laroche—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances portant les numéros civiques 1305-1307-1309 et 1311 de la dite rue—avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 octobre 1915. 6129—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ABRAHAM A. LE-**
No 2575. } **VIN, Demandeur;**
contre les terres et héritages de **INVENTION & PROMOTION, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.**

1. La partie nord-est du lot de subdivision numéro douze A, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent cinquante-quatre (Part. 12A-354) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant, ladite partie, vingt-un pieds quatre pouces et demi de largeur par cent quinze pieds et six pouces

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FRONTENAC BREW-**
No. 2002. } **ERIES, LTD,**
a body politic and corporate having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **MARTIN LANDES, Defendant.**

1. The undivided half of an emplacement fronting on City Hall Avenue, at Montreal, said district, known under number 70 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected.

2. Two lots of land fronting on Saint Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, known and designated under numbers 30 and 32 of the official subdivision of lot number eleven upon the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 1110 to 1120 of said Saint Lawrence Boulevard. The aforesaid lots 30 and 32 forming but one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 25th October, 1915. 6128—44-2
[First published, 30th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ZELIA ROUS-**
No. 297. } **SEAU, wife separate**
as to property of Alfred Lafamme, shoemaker, both of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of **J. ALBERT OUELLETTE, Defendant.**

A lot of land lying and situate in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known as being lot number fifty one (51), of the subdivision of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under number five (5-51); bounded in front by De Laroche street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies bearing civic numbers 1305, 1307, 1309 and 1311 of said street—with the use of the lane in rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th October, 1915. 6130—44-2
[First published, 30th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ABRAHAM A. LEVIN,**
No. 2575. } **Plaintiff; against the**
lands and tenements of **INVENTION & PROMOTION, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.**

1. The northeasterly part of lot subdivision number twelve A, of the official subdivision of lot number three hundred and fifty-four (354 part 12A) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said part, twenty one feet, four and one half inches in width, by one hundred and

de profondeur et une étendue de deux mille quatre cent cinquante-quatre pieds; bornée, ladite partie, en avant par la rue Sainte-Catherine; en arrière par une ruelle connue comme étant le lot No 354-15; au sud-ouest par le résidu dudit lot No 354-12A, appartenant à la Sterling Press (Limited) et de l'autre côté, au nord-est, par le lot 354-11A, ci-après décrit.

2. Tout le lot de subdivision numéro onze-A de la subdivision officielle dudit lot numéro trois cent cinquante quatre (354-11A) au dit plan officiel, mesurant vingt-trois pieds et neuf pouces et demi de largeur par cent quinze pieds et six pouces de profondeur, avec une étendue de deux mille sept cent quarante trois pieds.

3. Le lot No dix-B de la subdivision officielle du dit lot numéro trois cent cinquante quatre (354-10B) au dit plan officiel, mesurant vingt-trois pieds, neuf pouces et demi de largeur par cent quinze pieds et six pouces de profondeur, avec une étendue de deux mille sept cent quarante trois pieds.

4. Le lot de subdivision No 10-A de la subdivision officielle du dit lot numéro trois cent cinquante-quatre (354-10A) dudit plan officiel mesurant vingt-un pieds de largeur par cent quinze pieds, six pouces de profondeur, avec une étendue de deux mille quatre cent vingt-cinq pieds.

5. Le lot de subdivision numéro cinq G de la subdivision officielle du lot numéro trois cent cinquante cinq (355-5G) aux dits plan et livre de renvoi officiels, et mesurant deux pieds, neuf pouces et demie de largeur par cent quinze pieds six pouces de profondeur, avec une étendue de trois cent dix-huit pieds.

6. Le lot de subdivision numéro cinq F, de la subdivision dudit lot numéro trois cent cinquante cinq (355-5F) aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-trois pieds, neuf pouces et demie de largeur par cent quinze pieds, six pouces de profondeur, avec une étendue de deux mille sept cent quarante trois pieds; aussi droit de se servir, en commun avec d'autres y ayant droit, de la ruelle qui se trouve en arrière de 354-15 du dit plan ainsi que de son prolongement connu comme étant les lots Nos 355-5H et de la ruelle connue comme étant le lot 355-5E dudit plan officiel, mais sans le droit de l'obstruer.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 26 octobre 1915. 6131-44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST &**
No 5029. } **LOAN COMPA-**
NY OF CANADA, corporation légalement constituée ayant son bureau chef pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et ténements de **FELIX THEORET**, Défendeur.

Un lot de terre situé au coin sud des rues Dorchester et Saint-Urbain, dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-un (No 581), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent,—avec les bâtisses dessus érigées.

fifteen feet, six inches in depth and a superficial area of two thousand four hundred and fifty four feet; and bounded said part in front, by Sainte Catherine street; in rear by a lane known as lot No. 354-15; to the south west by the remaining part of said lot No. 354-12A, belonging to the Sterling Press (Limited) and on the other side, to the northeast, by lot No. 354-11A, hereinafter described.

2. The whole of lot subdivision number eleven A of the official subdivision of said lot number three hundred and fifty four (354-11A) on said official plan, containing twenty-three feet, nine and one half inches in width by one hundred and fifteen feet, six inches in depth, with a superficial area of two thousand seven hundred and forty-three feet.

3. Lot No. ten B, on the official subdivision of said lot number three hundred and fifty four (354-10B) on said official plan, containing twenty three feet, nine and one half inches in width by one hundred and fifteen feet, six inches in depth and a superficial area of two thousand seven hundred and forty three feet.

4. Subdivision lot No. 10A, on the official subdivision of said lot number three hundred and fifty four (354-10A) on said official plan, containing twenty one feet in width by one hundred and fifteen feet, six inches in depth, and a superficial area of two thousand four hundred and twenty five feet.

5. Subdivision lot number five G, on the official subdivision of lot number three hundred and fifty-five (355-5G) on said official plan and book of reference, and containing two feet, nine and one half inches in width by one hundred and fifteen feet, six inches in depth and a superficial area of three hundred and eighteen feet.

6. Subdivision lot number five F, on the official subdivision of said lot number three hundred and fifty five (355-5F) on said official plan and book of reference, containing twenty three feet, nine and one half inches in width by one hundred and fifteen feet, six inches in depth and a superficial area of two thousand seven hundred and forty three feet, and with the right of use, in common with others having rights therein, in over and upon said lane in rear 354-15 on said plan and in the continuation thereof known as lots Nos. 355-5H and in the lane known as lot 355-5E, on said official plan, but without any right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 26th October, 1915. 6132-44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 5029. } **COMPANY OF CA-**
NADA, a body corporate having its head office for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **FELIX THEORET**, Defendant.

A lot of land situate at the south corner of Dorchester and Saint Urbain streets, in Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal, known and designated under number five hundred and eighty one (No. 581) of the official plan and book of reference of said Saint Lawrence Ward,—with the buildings thereon erected.

2585

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif. Montréal, 26 octobre 1915. 6133-44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ADALBERT DU-
No 312. } FRESNE, curateur
aux biens de AIME DE LADURANTAYE,
ADOLPHE BERNIER & NAPOLEON DE
LADURANTAYE, "A. LADURANTAYE &
FRERE", Faillis; et DAME BERTHE PAPI-
NEAU ET VIR, Requérançs.

Deux lots de terre situés sur le côté sud-ouest de l'avenue Prince of Wales, au coin de l'avenue des Pins, à Notre-Dame de Grâce, aujourd'hui quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent trente huit et cent trente neuf (138 et 139) au plan de subdivision du lot cent cinquante deux-A (152-A) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant chacun des dits lots vingt neuf pieds de largeur par quatre vingt cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif. Montréal, 25 octobre 1915. 6135-44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } LA CITE D'OUTRE-
No 16202. } MONT, corps poli-
tique et incorporé ayant son bureau chef dans
la dite cité, district de Montréal, Demanderesse;
contre les terres et tenements de PETER Mc-
NABB ROSS, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision numéro soixante-dix-huit du lot No 34-A des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur l'Avenue de l'Épée—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif. Montréal, 26 octobre 1915. 6137-44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } MAIN BELTING
No 4197. } COMPANY OF
CANADA LIMITED, corps politique dûment
incorporé, ayant son bureau chef et sa principale
place d'affaires dans les cité et district de Mont-
réal, Demanderesse; contre les terres et tène-
ments de la "THE SAGUENAY, MILLS
LIMITED", corps politique dûment incorporé,
ayant son bureau chef et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Défendeurs.

Un certain lopin de terre ayant front sur la rue Saint-Ferdinand, dans la cité de Montréal,

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Montréal, 26th October, 1915. 6134-44-2
[First published, 30th October, 1915].

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ADELBERT DUFRES-
No. 312. } NE, curator to the
property of AIME DE LADURANTAYE,
ADOLPHE BERNIER and NAPOLEON DE
LADURANTAYE, "A. DE LADURANTAYE,
& FRERE", insolvents; and DAME BERTHE
PAPINEAU ET VIR, Petitioners.

Two lots of land situate on the south west side of Prince of Wales Avenue, corner of Avenue des Pins, at Notre Dame de Graces, now Notre Dame de Graces Ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine (138 and 139) upon the subdivision plan of lot one hundred and fifty two-A (152-A) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each of said lots measuring twenty nine feet in width by eighty five feet in depth, english measure and more or less—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Montréal, 25th October, 1915. 6136-44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE CITY OF OUTRE-
No. 16202. } MONT, a body politic
and corporate having its head office in the said
city, district of Montreal, Plaintiff; against the
lands and tenements of PETER McNABB
ROSS, Defendant.

A lot of land situate in the city of Outremont, known and designated under number two of subdivision number seventy eight of lot No. 34-A of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on De l'Épée Avenue—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office. Montréal, 26th October, 1915. 6138-44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MAIN BELTING COM-
No. 4197. } PANY OF CANADA,
LIMITED, a body corporate duly incorporated,
having its head office and principal place of
business in the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of
THE SAGUENAY MILLS LIMITED, a body
corporate duly incorporated, having its head
office and principal place of business in the city
and district of Montreal, Defendant.

One certain parcel of land fronting on Saint Ferdinand street, in the city of Montreal, district

district de Montréal, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro mille huit cent quarante-quatre (1844) — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 27 octobre 1915. 6169—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DANIEL McAVOY,
No 380. } WILFRED A.
HANDFIELD ET ARTHUR HANDFIELD,
tous trois avocats, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de McAvoy, Handfield & Handfield, Demandeurs; contre les terres et ténements de LOUIS RIOPELLE, Défendeur.

Cinq lots de terre étant connus et désignés sous les Nos. 2, 3, 4, 6 et 7, de la subdivision originale du lot No 755 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Norbert, en la cité de Montréal.

Les numéros 2 et 3 pour être vendus en bloc—avec bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances, suivant jugement de l'Hon. juge Guérin, en date du 10 juillet 1915.

Les numéros 4, 6 et 7—avec bâtisses sus érigées, à être vendus séparément des lots ci-dessus, suivant jugement de l'Hon. juge Lafontaine, daté dn 20 juillet 1915.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 27 octobre 1915. 6161—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DEMOISELLE VIC-
No 4421. } TORIA CARTIER,
fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de XAVIER CHARBONNEAU ET AL., et la TERRASSE DE SALABERRY, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, et al., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la défenderesse la Terrasse de Salaberry:

La juste moitié ouest de la terre connue et désignée sous le numéro soixante et dix-huit (78) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rivière des Prairies; bornée en front par la rivière des Prairies et traversée par le chemin public,—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 27 octobre 1915. 6163—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ACHILLE A. A. BIS-
No 3333. } SONNETTE, nota-
taire, Demandeur; contre LUCIEN LESPERANCE, Défendeur.

of Montreal, and known and designated on the cadastral plan and in the book of reference of the parish of Montreal, as being lot number one thousand and eight hundred and forty four (1844)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 27th October, 1915. 6170—44-2
[First published, 30th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DANIEL McAVOY,
No. 380. } WILFRED A.
HANDFIELD & ARTHUR HANDFIELD, all three advocates and carrying on business together under the firm name and style of McAvoy, Handfield & Handfield, Plaintiffs; against the lands and tenements of LOUIS RIOPELLE, Defendant.

Five lots of land known and designated under numbers 2, 3, 4, 6 and 7, of the original subdivision of lot No. 755 of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward; bounded in front by Saint Norbert street, in the City of Montreal.

The lots numbers 2 and 3 to be sold "en bloc", —with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, pursuant to judgment of the Hon. Justice Guerin, dated 10th July, 1915.

The lots numbers 4, 6 and 7—with the buildings thereon erected, to be sold separately from the above two lots, pursuant to judgment of the Hon. Justice Lafontaine, dated 20th July, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 27th October, 1915. 6162—44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MISS VICTORIA CAR-
No. 4421. } TIER, spinster in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of XAVIER CHARBONNEAU ET AL., and the "TERRASSE DE SALABERRY", a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, et al., Defendants.

Seized as belonging to the defendant the "Terrasse de Salaberry".

The exact West half of the land known and designated under number seventy eight (78) of the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies; bounded in front by river Des Prairies and crossed by the public road,—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 27th October, 1915. 6164—44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ACHILLE A. A. BIS-
No. 3333. } SONNETTE, notary, Plaintiff; against LUCIEN LESPERANCE, Defendant.

Un emplacement situé dans le boulevard Saint-Paul, maintenant le quartier Emard, dans la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, faisant front sur la quatrième avenue, et portant le numéro cinq cent huit de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930-508) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal,—avec les maisons et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 27 octobre 1915. 6167—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **SHAIE SIDLER ET**
No 550. } **AL., Demandeurs;**
contre les terres et tènements de **SAMUEL L. WERNIR** et **DELLE LILLIAN WERNIR**, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière fille majeure et usant de ses droits, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, connu et designé comme étant la moitié nord du numéro deux mille cinq cent quarante et un des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins; borné en avant par la rue Saint-Patrice; en arrière par le résidu dudit lot No 2541; d'un côté par la rue d'Argenson, ci-devant rue Saint-Luc; d'un autre côté par le lot No 2542,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 27 octobre 1915. 6165—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MONTREAL WEST**
No 115. } **LAND COMPAN-**
NY, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de **JAMES ADAM**, des cité et district de Montréal, ingénieur civil et contracteur, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "James Adam & Co.", Défendeur.

Sept lots de terre situés à Montréal Ouest portant les numéros six cent treize (613), six cent quatorze (614), six cent quinze (615), six cent seize (616), six cent dix-sept (617), six cent dix-huit (618), six cent dix-neuf (619) et la subdivision du lot numéro cent trente-neuf (139), de la paroisse de Montréal; les dits lots bornés en front par le chemin public.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 octobre 1915. 5873—42-2
[Première publication, 16 octobre 1915, nulle.]
[Première publication, 30 octobre 1915].

An emplacement situe in Saint Paul Boulevard, now Emard Ward, in the city of Montreal, county of Hochelaga, fronting on Fourth Avenue, and bearing number five hundred and eight of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-508) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal,—with the houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 27th October, 1915. 6168—44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **SHAIE SIDLER ET AL.,**
No. 550. } **Plaintiffs; against**
the lands and tenements of **SAMUEL L. WERNIR** and **DELLE LILLIAN WERNIR**, both of city and district of Montreal, the latter, spinster in her full legal capacity, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immoveable, to wit:

One lot of land situated in the Saint Gabriel Ward, known and designated as the north-half of number two thousand five hundred and forty one of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing forty feet in front and seventy-five feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Patrick street; in rear by the remainder of the said lot No. 2541; on one side by d'Argenson street, heretofore Saint Luc; on the other side; by the lot No. 2542—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 27th October, 1915. 6166—44-2
[First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MONTREAL WEST**
No. 115. } **LAND COMPAN-**
NY, LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **JAMES ADAM**, of the city and district of Montreal, civil engineer and contractor and there carrying on business alone under the firm name and style of "James Adam & Co.", Defendant.

Seven lots of land situated at Montreal West bearing the numbers six hundred and thirteen (613), six hundred and fourteen (614), six hundred and fifteen (615), six hundred and sixteen (616), six hundred and seventeen (617), six hundred and eighteen (618), six hundred and nineteen (619) and subdivision of lot number one hundred and thirty nine (139), of the parish of Montreal; the said lots fronting on the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 23rd October, 1915. 5874—42-2
[First published, 16th October, 1915, null.]
[First published, 30 October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PAUL OGULNIK,**
 No 2827. } Demandeur; contre
 les terres et héritages de **PACIFIQUE GUILMETTE,** Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement ayant front sur l'avenue Esplanade, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (812-11) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant quarante-un pieds de largeur en avant par quatre-vingt huit de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; avec droit de passage à pied, en voiture et sur animaux, en tout temps, dans les ruelles en arrière du dit lot—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros 2397 à 2407, inclusivement, de l'avenue Esplanade; le mur Nord-Ouest des dites bâtisses n'est pas mitoyen, mais appartient entièrement au défendeur; aussi, avec tous les droits de mitoyenneté, au nord-ouest, sur le mur de côté d'une bâtisse construite sur la partie Nord-Ouest du lot No 11-811, sur les mêmes plan et livre de renvoi.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
 Montréal, 18 octobre 1915. 5761—41-2
 [Première publication, 9 octobre 1915, nulle].
 [Première publication, 30 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME LUCIENNE BESSETTE,** épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Eugène Pelletier, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Joseph Eugène Pelletier, gérant, Dame Phœbé Cardinal, veuve de Zéphirin Bessette, et Maurice Bessette, tous des cité et district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tènements de **ALBERT LAFLAMME,** Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Cartier, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-trois (153-243) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec la maison et les autres bâtisses y érigées, et l'usage en commun avec d'autres de la ruelle située en arrière du dit lot, et dans celle longeant la ligne nord-ouest du même lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
 Montréal, 4 octobre 1915. 5709—41-2
 [Première publication, 9 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ALICE DAOUST,** de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de Henri René, Napoléon Viau, courtier, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Demandeurs; contre les terres et tènements de **ABRAHAM FEIERSTEIN,** Défendeur.

Cet emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Emily, mesurant dix-neuf pieds et neuf pouces de largeur, en avant, et dix-neuf pieds et huit pouces de largeur, en

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PAUL OGULNIK,** Plaintiff; against the lands and tenements of **PACIFIQUE GUILMETTE,** Defendants.

A lot of land or emplacement fronting on Esplanade Avenue, in the Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated under number eight hundred and twelve of the official subdivision of original lot number (11-812) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing forty-one feet in width in front by eighty-eight feet in depth, english measure, more or less; with the right of passage on foot and with vehicles and animals, at all times, in the lanes in rear of said lot—with the buildings thereon erected bearing Nos. 2397 to 2407, inclusive, Esplanade Avenue; the north west wall of said buildings not being mitoyen, but belonging in its entirety to the defendant; and with all rights of mitoyennete, in the north west, gable wall of a building erected on the north west half of lot No. 11-811, on same plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
 Montreal, 18th October, 1915. 5762—41-2
 [First published, 9th October, 1915, null].
 [First published, 30th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME LUCIENNE BESSETTE,** wife contractually separated as to property of Joseph Eugene Pelletier, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Joseph Eugene Pelletier, manager, Dame Phœbe Cardinal, widow of Zephirin Bessette and Maurice Bessette, all of the city and district of Montreal, Plaintiffs, against the lands and tenements of **ALBERT LAFLAMME,** Defendant.

That certain lot of land fronting on Cartier street, known and designated as being the lot number two hundred and forty three of the official subdivision of lot number one hundred and fifty three (153-243) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation—with the house and other buildings thereon erected, and the use of the lanes in rear and along the north west line of said lot in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
 Montreal, 2nd October, 1915. 5710—41-2
 [First published, 9th October, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ALICE DAOUST,** of the town of Outremont, in the district of Montreal, wife separated as to property from Henri René Napoleon Viau, broker, of the same place, the latter a party herein to authorize his said widow, Plaintiffs; against the lands and tenements of **ABRAHAM FEIERSTEIN,** Defendant.

That certain emplacement situated in the city of Montreal, fronting on Emily street, measuring nineteen feet and nine inches in width in front, and nineteen feet and eight inches in width

arrière, par une profondeur de soixante et dix huit pieds du côté nord-est et composé de:

1. La partie sud-est de la subdivision numéro cinquante-un du lot numéro quatorze (S. E. of lot 14-51) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, de la cité de Montréal, ladite partie mesurant environ sept pieds et trois pouces de largeur, par environ soixante et dix-huit pieds, étant toute la profondeur de la dite subdivision; borné comme suit: en avant, au sud-ouest, par la dite rue Emily; en arrière, au nord-est, par la partie du numéro officiel 16 A, au dit plan, et connu comme étant la subdivision numéro quatre d'icelui (P. lot 16 A-4); d'un côté, au nord-ouest, par le résidu de la dite subdivision numéro cinquante-un; et de l'autre côté, au sud-est, par l'immeuble ci-après décrit.

2. La partie nord-ouest de la subdivision numéro cinquante-deux du dit lot numéro quatorze (P. N. O. Lot 14-52) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, en la dite cité de Montréal, la dite partie mesurant environ douze pieds et six pouces de largeur, sur environ soixante et dix-huit pieds, étant toute la profondeur de la dite subdivision; bornée comme suit: en avant, au sud-ouest, par la dite rue Emily; en arrière, au nord-est, par ledit lot numéro seize A quatre (Lot 16 A-4); d'un côté, au nord-ouest, par l'immeuble ci-haut décrit en premier lieu; et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu de ladite subdivision numéro cinquante-deux (résidu lot 14-52); toutes les dites quantités étant de mesure anglaise, le tout tel que porté au plan du dit emplacement préparé par Joseph Rielle A. P., en date du 24 mars 1906—et annexé à un acte de vente par Findly A. McRea à Dame E. W. Saywe, passé devant R. B. Hutchison, notaire, le quatorze juin 1906; avec une maison d'habitation en brique solide construite sur le dit emplacement et étant le numéro civique 38 de la dite rue Emily; les deux murs de côté d'icelle sont mitoyens.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 4 octobre 1915. 5707—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE EUGENIE CHARLOTTE BOYER, de Montréal, veuve de feu Horace Baby, en son vivant du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universel grevée de substitution de feu Louis Boyer son père, et Paul Amos comptable, du même lieu, en sa qualité de curateur à la dite substitution, Demandeurs, contre les terres et tenements de JEREMIAH KIVENKO, Défendeur.

Un lot de terre vacant portant le numéro cent deux de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante et un (751-102) du cadastre de la ville de Lachine, moins une lisière de dix (10) pieds sur le front du dit lot formant partie de la 8ième avenue, et le lot numéro sept cent cinquante et un (751).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 5 octobre 1915. 5735—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915.]

in rear, by a depth of seventy eight feet on the north west side and being composed of:

1. The south east part of subdivision number fifty one of lot number fourteen (S. E. of lot 14-51) on the official plan and book of reference of the St. Lawrence Ward, of the said city of Montreal, the said part measuring about seven feet and three inches in width, by about seventy eight feet, being the whole depth of the said subdivision; bounded as follows: in front, to the south west, by the said Emily street; in rear, to the north east, by part of official number sixteen A, on the said plan, and known as subdivision number four thereof (p. of lot 16A-4); on one side, to the north west, by the remainder of the said subdivision number fifty one; and on the other side to the south east, by the immovable hereinafter described.

2. The north west part of subdivision number fifty two of the said lot number fourteen (N. W. p. of lot 14-52) on the official plan and book of reference of the St. Lawrence ward, in the said city of Montreal, said part measuring about twelve feet six inches in width, by about seventy eight feet, being the whole depth of the said subdivision; bounded as follows: in front, to the south west, by the said Emily street; in rear, to the north east, by said lot number sixteen A four (lot 16A-4); on one side to the north west, by the immovable herein before firstly described; and on the other side, to the south east, by the remainder of the said subdivision number fifty two (remainder of lot 14-52); all the said measurements being english measure, the whole as shown on the plan of said emplacement prepared by Joseph Rielle, P. L. S., dated 24th March, 1906, and annexed to a deed of sale from Findly A. McRea, to Mrs. E. W. Saywe, passed before R. B. Hutchison, notary, on the 14th June, 1906—with a solid brick dwelling house on said emplacement erected being known as civic number 38 of said Emily street; both gable walls of which house are mitoyens.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 4th October, 1915. 5708—41-2
[First published, 9th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE EUGENIE CHARLOTTE BOYER, of Montreal, widow of the late Horace Baby, in his lifetime of the same place, both personally and in her quality of universal legatee, institute in the substitution of the late Louis Boyer her father, and Paul Amos, accountant, of the same place, in his quality of curator to the said substitution, Plaintiffs; against the lands and tenements of JEREMIAH KIVENKO, Defendant.

That vacant lot of land bearing the number one hundred and two of the subdivision of lot number seven hundred and fifty one (751-102) of the cadastre of the town of Lachine, save and except a strip of land of ten (10) feet in width taken from the front of said lot forming part of 8th Avenue, and lot number seven hundred and fifty one (751).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 5th October, 1915. 5736—41-2
[First published, 9th October, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PHILIAS GOUGEON**, Demandeur, contre les terres et tenements de **DAME ALBINA LARCHE**, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Aldéric Gauthier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Trois lots de terre ayant front sur la rue Saint-Joseph, en la ville de Lachine, connus et désignés sous les numéros 15, 16 et 17 de la subdivision du lot numéro 746, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec les bâtisses dessus construites et les servitudes y attachées. Les susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **ONZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif. Montréal, 5 octobre 1915. 5737—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH G. DUHAMEL** ET AL; curateurs aux biens de Antonio Russo, Failli; et **PIERRE ROBIN DIT LAPOINTE ET AL**; Requéants.

Les lots numéros 334, 335, 336, 337 et 338 de la subdivision officielle du lot de terre numéro 3617 sur les plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ville Emard, maintenant quartier Emard de la cité de Montréal, les susdits lots ayant front sur la rue Edouard VII, maintenant rue Dumas.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DOUZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif. Montréal, 6 octobre 1915. 5765—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **UGUSTE TELLIER**, Demandeur; contre **ROME O DESMARAIS** et **NAPOLEON FULLUM**, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Verdun, district de Montréal, ayant front sur la troisième avenue, mesurant trente-trois pieds et quatre pouces de front sur une profondeur de soixante-quinze pieds et composé:

A. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent douze de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante-et dix (4670-312), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de soixante et quinze pieds, plus ou moins, mesure anglaise; et

B. D'une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent onze de la subdivision officielle du lot originaire quatre mille six cent soixante et dix (4670-311), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant huit pieds et quatre pouces de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la dite troisième avenue, en arrière par une ruelle

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PHILIAS GOUGEON**, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME ALBINA LARCHE**, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Alderic Gauthier, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Three lots of land fronting on Saint Joseph street, in the town of Lachine, known and designated under the numbers 15, 16 and 17 of the subdivision of lot number 746, upon the official plan and book of reference of the town of Lachine—with the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, the above lots forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **ELEVENTH** day of **NOVEMBER** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's Office. Montréal, 5th October, 1915. 5738—41-2
[First published, 9th October, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH G. DUHAMEL** ET AL; curators to the property of Antonio Russo, Insolvent; and **PIERRE ROBIN DIT LAPOINTE ET AL**; Petitioner.

The lots numbers 334, 335, 336, 337 and 338 of the official subdivision of lot number 3617, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, town of Emard, now Emard ward of the city of Montreal, the aforesaid lots fronting on Edward VII street, now Dumas street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWELFTH** day of **NOVEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office. Montréal, 6th October, 1915. 5766—41-2
[First published, 9th October, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **UGUSTE TELLIER**, Plaintiff; against **ROME O DESMARAIS** and **NAPOLEON FULLUM**, Defendants.

As belonging to aforesaid defendants, the following immoveable, to wit:

That certain emplacement situate in the town of Verdun, district of Montreal, fronting on third avenue, measuring thirty three feet and four inches in front by seventy five in depth and composed of:

A. The lot of land known and designated under the number three hundred and twelve of the official subdivision of lot number four thousand six hundred and seventy (4670-312), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by seventy five feet in depth, more or less, english measure; and

B. A part of lot known and designated under number three hundred and eleven of the official subdivision of original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-311), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring eight feet and four inches in width by seventy five feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by the said third avenue, in rear by a common

commune, d'un côté par le dit lot No 4670-312, et de l'autre côté par le reste et résidu du lot No 3670-311,—le tout avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 6 octobre 1915. 5763—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HORMISDAS J. LA-**
No 2712. } **PALME ET PAUL**
LAPALME, tous deux entrepreneurs peintres, des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme tels en société sous la raison sociale de **H. J. Lapalme & Son**, Demandeurs; contre **A. ROBILLARD**, Défendeur.

Deux lots de terre vacants numéro 5 et 6 de la subdivision officielle du lot numéro mil deux cent quatre-vingt-quatorze (1294) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie en la cité de Montréal et étant bornés en front par la rue Ontario.

Un autre lot de terre vacant numéro 68 de la subdivision officielle du lot numéro mil deux cent quatre-vingt-quatorze (1294) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie en la cité de Montréal et étant borné en front par la rue Ontario.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 6 octobre 1915. 5769—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET**
No 12K. } **AL**, curateurs aux
biens de **C. Marquette** et **J. B. Dupré**, Faillis;
ET **THOMAS DUCHARME**, Requérent.

Saisis comme appartenant aux dits faillis, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé sur la rue Sainte-Julie, dans le quartier Saint-Louis, Montréal—avec les bâtisses ou maison de rapport dessus érigée, connu et désigné, le dit emplacement, comme le lot de terre numéro quatre cent huit (408), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, mesurant, le dit emplacement, en y retranchant les deux passages ci-après mentionnés, cent vingt-trois pieds et huit pouces de largeur en arrière sur la rue Boyer, maintenant rue Savignac cinquante-huit pieds et huit pouces dans sa ligne latérale nord-est et cinquante-quatre pieds et neuf pouces dans sa ligne latérale sud-ouest; faisant une superficie de sept mille trente-huit (7038) pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie, à la dite rue Boyer ou Savignac, le long de la ligne latérale nord-est au dit emplacement, de sept pieds et onze pouces de largeur sur la dite rue Boyer ou Savignac et contenant une superficie de quatre cent quatre-vingt-trois (483), le tout mesure anglaise et plus ou moins; avec aussi droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie à la dite rue Boyer ou Savignac, le long de la ligne latérale sud-ouest du dit emplacement de cinq pieds six pouces de largeur et contenant deux

lane, on one side by the said lot No. 4670-312, and on the other side by the residue of lot (3670-311),—the whole with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 6th October, 1915. 5764—41-2
[First published, 9th October, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HORMISDAS J. LA-**
No. 2712. } **PALME AND PAUL**
LAPALME, master painters, of the city and district of Montreal, and there carrying on business as such in partnership under the name and style of **H. J. Lapalme & Son**, Plaintiff; against **A. ROBILLARD**, Defendant.

Two vacant lots of land known under numbers 5 and 6 of official subdivision of lot number one thousand two hundred and ninety four (1294) of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, in the city of Montreal, said lots fronting on Ontario street.

Another vacant lot of land known under number 68 of official subdivision of lot number one thousand two hundred and ninety four (1294) of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, in the city of Montreal, said lot on Ontario street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 6th October, 1915. 5770—41-2
[First published, 9th October, 1915].

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL,**
No. 12K. } **J.** curators to the
property of **C. Marquette** and **J. B. Dupré**, Insolvents; AND **THOMAS DUCHARME**, Petitioner.

Seized as belonging to said insolvents the following immoveables, to wit:—

1. An emplacement situatue on Sainte Julie street, Saint Louis ward, Montreal—with the buildings or apartment house thereon erected known and designated, said emplacement, as being lot number four hundred and eight (408), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, city of Montreal, and measuring, deduction made of the two passages hereinafter mentioned, one hundred and twenty three feet and eight inches in width in rear on Boyer street, now Savignac street by a depth of fifty eight feet and eight inches in the north east lateral line and fifty four feet and nine inches in the south west lateral line; forming a total superficies of seven thousand and thirty eight (7038) feet, the whole english measure and more or less.

With a right of way in common with others in the passage extending from Sainte Julie street to said Boyer or Savignac street, along the north east lateral line of said emplacement, measuring seven feet and eleven inches in width on said Boyer or Savignac street and containing a superficies of four hundred and eighty three (483) feet, the whole english measure and more or less; also with a right of way in common with others in the passage extending from Sainte Julie street to said Boyer or Savignac street, along the south west of said emplacement, measuring five feet and six inches in width and containing

cent quatre-vingt-sept pieds en superficie (287), le tout mesure anglaise et plus ou moins; et avec droit exclusif à la dite propriété du terrain consacré aux deux passages susdits, qui se trouvent compris dans le dit lot ou emplacement.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Boyer, maintenant Savignac, dans le quartier Saint-Louis, Montréal, avec les bâtisses ou maison de rapport dessus érigées, connu et désigné le dit emplacement, comme étant le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis en la cité de Montréal, de figure quelque peu irrégulière, mesurant vingt pieds de largeur sur la rue Boyer et vngt pieds et trois pouces de largeur en arrière, contenant une superficie totale de onze cent vingt-cinq (1125) pieds, le tout mesure anglaise, et plus ou moins. Etant compris cependant que sur le dit lot 398, pris sur le côté nord-est, une lisière de terrain de quatre pieds de largeur à partir de la rue Boyer, sur une profondeur de trente pieds, pour former une pareille lisière prise sur le lot numéro 399, un passage mitoyen de huit pieds de largeur par la susdite profondeur de trente pieds, le tout mesure anglaise, lequel passage mitoyen est à l'usage commun des propriétaires du dit lot No 398 et du dit lot 399 des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 6 octobre 1915. 5767—41-2
[Première publication, 9 octobre 1915].

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Ottawa, à savoir: } MARIE GAUMONT, De-
No 91. } manderesse; contre
HERMAN LIMOGES, Défendeur, à savoir:

Les lots numéros 270-271 et 253 du quartier numéro trois de la cité de Hull, dans les comté et district d'Ottawa, d'après les plan et livre de renvoi officiels de la dite cité.

Pour être vendus à mon bureau, en la dite cité de Hull, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. W. WRIGHT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Hull, 30 septembre 1915. 5731—41-2
[Première publication, 9 octobre, 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CORPORATION
No 3095. } DU VILLAGE DE
MONTMORENCY, dans le comté de Québec;

two hundred and eighty seven (287) feet in superficies; the whole english measure and more or less, and with the exclusive ownership of the land taken up by the aforesaid two passages which are included in the said lot or emplacement.

2. An emplacement fronting on Boyer street, now Savignac street, in Saint Louis Ward, Montreal, with the buildings or apartment house thereon erected, known and designated said emplacement, as being the lot of land number three hundred and ninety eight of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, of somewhat irregular outline, measuring twenty feet in width on Boyer street and twenty feet and three inches in width in rear, containing a total superficies of eleven hundred and twenty five (1125) feet, the whole english measure and more or less, to be deducted however from said lot 398, north east side thereof, a strip of land of four feet in width commencing on Boyer street, by a depth of thirty feet, to form together with a similar strip detached from lot number 399, a mitoyen passage of eight feet in width by the aforesaid depth or thirty feet the whole english measure, said mitoyen passage being for the common use of the owners of said lots Nos. 398 and 399 of said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 6th October, 1915. 5768—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Ottawa, to wit: } MARIE GAUMONT,
No. 91. } Plaintiff; against
HERMAN LIMOGES, Defendant, to wit:

Lots numbers 270-271 and 253 of ward number three of the city of Hull, in the county and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said city.

To be sold at my office, in the said city of Hull, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. W. WRIGHT,

Sheriff's Office. Shérif.
Hull, 30th September, 1915. 5732—41-2
[First published, 9th October, 1915].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } THE CORPORATION
No. 3095. } OF THE VILLAGE
OF MONTMORENCY, in the county of Que-

contre ISAIE GUIMOND, du village de Montmorency, à savoir:

La partie ouest du lot No 94 (quatre-vingt-quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé dans le village de Montmorency; borné au nord à la cime du cap, à l'est, à L. Royer, ou représentant, au sud au lot No 95, à l'ouest à la rue Montcalm—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Saint-Grégoire de Montmorency, comté de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.
Bureau du shérif, Québec, 28 octobre 1915. 6199—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]
[Deuxième publication, 13 novembre 1915.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME ZOE WELLS
No 1446. } de Québec, veuve de
feu Edouard Gagnon, tant personnellement que
comme exécutrice testamentaire de feu Philippe
Wells; contre DAME ANNIE DENNISS, de
Québec, veuve de feu Léon M. Carrier, en son
vivant du même lieu, à savoir:

Le lot No 2107-2 (deux mille cent sept-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Dalhousie,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à charge d'un bail enregistré le 11 octobre 1912, en faveur de P. E. Emile Bélanger, finissant le 30 avril 1918, des bâtisses érigées sur le lot, tel que modifié par un acte de convention enregistré à Québec, par bordereau, le 23 septembre 1914.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.
Bureau du shérif, Québec, 28 octobre 1915. 6201—44-2
[Première publication, 30 octobre 1915.]
[Deuxième publication, 13 novembre 1915.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DANS la cause de
District de Roberval, } ARTHUR GA-
No 321. } GNON, de Cham-
bord, journalier; vs FORTUNAT BERGERON,
contracteur, et EPIPHANE BERGERON, ou-
vrier, tous deux de Chambord. Contre les biens
mobiliers et immobiliers du dit demandeur en
cette cause, à savoir:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-H et cinquante-L (50-H et 50-L) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang un du canton Métabetchouan,—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

beg; against ISAIE GUIMOND, of the village of Montmorency, to wit:

The west part of lot No. 94 (ninety four) of the official cadastre or the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate in the village of Montmorency; bounded on the north by the top of the cape on the east by L. Royer, or representative, on the south by lot No. 95, on the west by Montcalm street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the village of Saint Grégoire de Montmorency, county of Quebec, on the THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 28th October, 1915. 6200—44-2
[First published, 30th October, 1915.]
[Secondly published, 13th November, 1915.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } DAME ZOE WELLS,
No. 1446. } of Québec, widow of
the late Edouard Gagnon, both personally and
in her quality of testamentary executrix of the late
Philippe Wells; against DAME ANNIE DEN-
NISS, of Québec, widow of the late Leon M. Car-
rier, in his lifetime of the same place, to wit:

The lot No. 2107-2 (two thousand one hundred and seven-two) of the official cadastre for Saint Peter's ward of the city of Québec, being an emplacement situate on Dalhousie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a lease registered on the 11th October, 1912, in favor of P. E. Belanger, ending on the 30th April, 1918, of the buildings erected upon said lot, as modified by a deed of agreement registered at Québec, by bordereau, on the 23rd September, 1914.

To be sold at my office in the city of Québec, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 28th October, 1915. 6202—44-2
[First published, 30th October, 1915.]
[Second published, 13th November, 1915.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } IN the cause of AR-
District of Roberval, } THUR GAGNON,
No 321. } of Chambord, la-
borer; vs FORTUNAT BERGERON, contrac-
tor, and EPIPHANE BERGERON, workman,
both of Chambord. Against the moveable and
immoveable effects of said plaintiff in this cause,
to wit:

The lots of land known and designated under numbers fifty H and fifty L (50 H and 50 L) of the official cadastral plan and book of reference for range one of Metabetchouan township,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan (Chambord), MARDI, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,
Bureau du shérif. Shérif.
Roberval, 25 octobre 1915. 6139-44-2
[Première publication, 30 octobre 1915].

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Québec, à savoir: } EUGENE JULIEN &
No 2247. } CIE LTEE, corps
politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Québec, dans le district de Québec, Demanderesse; contre PIERRE OUELLET, ALBERT JOYAL et ARTHUR JOYAL, tous trois du canton de Clifton, comté de Stanstead, district de Saint-François, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Arthur Joyal:

Un emplacement situé sur le côté sud-ouest du chemin McClary, dans le dit township de Clifton, formant partie des lots de cadastre numéros neuf-B et neuf-A (9-B et 9-A) dans le neuvième rang du canton de Clifton, mesurant soixante-dix pieds de front par cent pieds de profondeur et mieux décrit comme suit: commençant à un poteau planté au coin sud-est du terrain de la fabrique de Sainte-Edwidge à deux arpents au sud de la ligne nord du dit lot neuf-B en suivant le côté sud-ouest du dit chemin McClary; de là allant à angle droit vers l'ouest en suivant la ligne sud du dit terrain de la fabrique et entrant sur le dit lot neuf-A, cent pieds à un poteau; de là allant vers le sud à angle droit, soixante-dix pieds à un poteau; de là allant vers l'est à angle droit cent pieds jusqu'au dit chemin, et de là allant vers le nord-ouest à angle droit soixante-dix pieds au point de départ. Le dit emplacement est borné comme suit: au nord par le terrain de la fabrique de Sainte-Edwidge; à l'est par le dit chemin McClary; au sud et à l'ouest par le lot de cadastre numéro neuf-A (9-A)—avec la bâtisse de salle et magasin et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Edwidge de Clifton le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain 1915, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 20 octobre 1915. 6103-44-2
[Première publication, 30 novembre 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } ALEXANDRE
No 504. } DESMARE
TEAU, comptable, en sa qualité de curateur aux biens cédés en justice par Joseph Léonidas Roy et Pierre Alphonse Roy, ci-devant commerçants de la cité de Montréal, district de Montréal, et maintenant de la ville de Scotstown, district de Saint-François, lesquels faisant affaires avec Philémon Joseph Roy, sous la raison sociale de Roy & Frères ont fait cession de leurs biens pour le béné-

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Metabetchouan, (Chambord), on TUESDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Roberval, 25th October, 1915. 6140-44-2
[First published, 30th October, 1915].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Quebec, to wit: } EUGENE JULIEN &
No. 2247. } CIE LIMITEE, a body
politic and corporate having its head office in the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff; against PIERRE OUELLET, ALBERT JOYAL AND ARTHUR JOYAL, all three of Clifton township, county of Stanstead, district of Saint Francis, Defendants.

Seized as belonging to said defendant Arthur Joyal:

An emplacement situate on the south west side of McClary road, in said Clifton township, forming part of cadastral lots numbers nine B and nine-A (9-B and 9-A) in the ninth range of Clifton township, measuring seventy feet in front by one hundred feet in depth and more particularly described as follows: Beginning at a stake driven at the south east corner of the land of the Fabrique of Sainte Edwidge, two arpents distant south of the north line of said lot nine-B, following the south west side of said McClary road; thence at right angle towards the west the south line of said land of the Fabrique, a distance of one hundred feet on lot nine A to a stake; thence towards the south at right angle, seventy feet to a stake; thence towards the east at right angle one hundred feet to said road, and thence towards the north west at right angle seventy feet to the starting point. The said emplacement is bounded as follows: on the north by the land of the Fabrique of Sainte Edwidge; on the east by said McClary road; on the south and west by cadastral lot number nine-A (9-A)—with the hall and store building and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Edwidge de Clifton, on the SECOND day of DECEMBER next 1915, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,
Sherbrooke, 28th October, 1915. 6104-44-2
[First published, 30th November, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit: } ALEXANDRE
No. 504. } DESMARE
TEAU, accountant, in his quality of curator to the property judicially assigned by Joseph Léonidas Roy and Pierre Alphonse Roy, heretofore traders of the city of Montreal, district of Montreal, and now of the town of Scotstown, district of Saint Francis, both carrying on business with Philémon Joseph Roy, under the firm name of Roy & Frères, who have made a judicial abandon-

fice de leurs créanciers, Demandeur; contre ALCIDE BELIVEAU, ci-devant de la ville de Scotstown, district of Saint-François, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Certains lots sis et situés au canton de Winslow, district de Saint-François, connus et désignés comme étant:

1. Le lot numéro dix (10) du deuxième rang sud-ouest des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Winslow.

2. Le lot numéro dix (10) du troisième rang sud-ouest des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Winslow.

3. Le lot numéro treize (13) du troisième rang sud-ouest des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Winslow.

Ainsi que les bâtisses et dépendances se trouvant sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Winslow le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 20 octobre 1915. 6105-44-2

[Première publication, 30 octobre 1915].

ment of their property for the benefit of their creditors, Plaintiff; against ALCIDE BELIVEAU, heretofore of the town of Scotstown, district of Saint Francis, now absent from the Province of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to said defendant.

Those certain lots of land lying and situate in Winslow township, district of Saint Francis, known and designated as:

1. The lot number ten (10) of the second south-west range, of the official cadastral plan and book of reference of Winslow township.

2. The lot number ten (10) of the third south west range of the official plan and book of reference for Winslow township.

3. The lot number thirteen (13) of the third south west range of the official plan and book of reference for Winslow township.

Together with the buildings and dependencies upon said lots.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alphonse de Winslow, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, 1915, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office. Sheriff.
Sherbrooke, 20th October, 1915.

6106-44-2

[First published, 30th October, 1915].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } MARIA CHAP-
No 174. } DELAINE,
de Saint-Marc, Demanderesse; contre WIL-
FRÉD CHAPDELAINE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Joseph, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sous le numéro cent soixante-quinze (175)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 octobre 1915.

5809-41-2

[Première publication, 9 octobre 1915].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit: } MARIA CHAP-
No. 174. } DELAINE,
of Saint Marc, Plaintiff; against WILFRED
CHAPDELAINE, Defendant.

An emplacement situate in the village of Saint Joseph, known and designated on plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinth-le-Confesseur, under lot number one hundred and seventy-five (175)—with buildings thereon erected.

To be sold at the cathedral church door, in the city of Saint Hyacinth, on the NINTH day of NOVEMBER, next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office. Sheriff.
Saint Hyacinth, 4th October, 1915.

5810-41-2

[First published, 9th October, 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } EDOUARD BER-
No 255. } GERON, De-
mandeur; vs LOGGIE TURNER, Défendeur.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FEIRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } EDOUARD BER-
No. 255. } GERON, Plain-
tiff; vs LOGGIE TURNER, Defendant.

Sheriff's Sales—Three Rivers

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un emplacement situé en la ville de Grand-Mère, sur le côté nord de la rue Publique, mesurant cinquante pieds de largeur en front et en arrière, sur la profondeur de cent trente deux pieds, mesure anglaise, faisant partie du lot officiel numéro cent quarante (Pte. No 140) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore, enfermé dans les bornes suivantes: en front par la dite rue Publique, en profondeur et du côté est par J. O. H. Ricard et de l'autre côté par le résidu du terrain appartenant au défendeur Loggie Turner,—avec maison y érigée, circonstances et dépendances;

2. Un emplacement situé en la ville de Grand-Mère, sur le côté nord de la rue Publique, mesurant soixante pieds de largeur en front et en arrière, sur la profondeur de cent trente deux pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, étant le numéro quatre (4) et dont une lisière de dix pieds fait partie du numéro cinq (Pte. No 5) d'un plan fait par Gaspard Hebert, lequel n'est pas déposé, et faisant partie du numéro cent quarante (Pte. No 140) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, le dit emplacement borné en front par la dite rue Publique, en profondeur par J. O. H. Richard, d'un côté par Amédée Deziel et d'autre côté par Jos. Matteau.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand-Mère, en la ville de Grand-Mère, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 octobre, 1915. 5773—41—29
[Première publication, 9 octobre 1915.]

As belonging to said Defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the town of Grand-Mère, north side of Publique street, measuring fifty feet in width in front and in rear, by one hundred and thirty two feet in depth, english measure, forming part of lot official number one hundred and forty (Pt. of No. 140) the hypothecary cadastre of the parish of Sainte Flore, inclosed within the following limits: in front by said Publique street, in depth and on the east by J. O. H. Ricard and on the other side by the residue of the land belonging to defendant Loggie Turner,—with the house thereon erected, circumstances and dependencies;

2. An emplacement situate in the town of Grand-Mère, north side of Publique street, measuring sixty feet in width, in front and in rear, by one hundred and thirty two feet in depth, english measure and more or less, being the lot number four (4) and a strip of land ten feet wide from lot number five (Pt. of 5) on a plan made by Gaspard Hebert, said plan not having been filed, and forming part of the lot number one hundred and forty (Pt. No. 140) of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte Flore—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said emplacement being bounded in front by said Publique street, in depth by J. O. H. Ricard, on one side by Amedee Deziel, and on the other side by Jos. Matteau.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand-Mère, in the town of Grand-Mère, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 6th October, 1915. 5774—41—2
[First published, 9th October, 1915].

Avis du Gouvernement

Instalment Sales Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1915, constituant en corporation MM. Henri Gérin Lajoie, conseil du Roi; Jules Uldéric Mathieu, Thomas John Shallow et Joseph Henri Gérin-Lajoie, avocats; Joseph Emile Côté, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement, posséder, utiliser, détenir, améliorer, administrer, louer, vendre, aliéner et faire le commerce de biens-fonds, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux; construire, altérer, réparer et entretenir des bâtisses sur aucun bien-fond, que la compagnie possèdera ou sur lequel elle pourra avoir quelque intérêt, et généralement, exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exploiter et avoir la jouissance de terrains et bâtisses ainsi que des franchises, droits, privilèges et clientèle s'y rattachant dont aucune personne, société ou corporation a la propriété, la possession ou la jouissance;

Exercer aucun autre commerce comme manufacturiers, producteurs, négociants, détailliers, marchands à commission, facteurs, agents pour la vente, courtiers, importateurs et exportateurs,

Government Notices

Instalment Sales Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh October, 1915, incorporating Messrs. Henri Gérin Lajoie, King's Counsel; Jules Uldéric Mathieu, Thomas John Shallow and Joseph Henri Gérin Lajoie, advocates; Joseph Emile Côté, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own, use, hold, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments and immoveables and interests therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands owned by the company or in which the company may have any interest and generally to carry on the business of a real-estate and improvement company;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate and enjoy the real-estate and buildings and the franchise, rights, privileges and good-will appertaining thereto, owned, held or enjoyed by any person, firm or corporation;

To carry on any or all business as manufacturers, producers, merchants, wholesale and retail, commission men, factors, selling agents, brokers, importers and exporters generally without limita-

généralement, et sans restriction quant à l'espèce de denrées ou marchandises;

Demander, acheter, ou autrement acquérir, aucun brevet d'invention, le vendre, le céder à bail ou autrement en disposer;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, à organiser ou à développer aucune corporation, compagnie ou entreprise, aucun syndicat, aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie ou d'exercer aucun autre commerce subsidiaire de celui de la présente compagnie;

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) que la compagnie estimera susceptible d'être convenablement exercé conjointement avec le sien, ou de nature à accroître la valeur de ses biens et droits ou à les rendre productifs;

Faire société ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la co-opération, au risque commun, à la concession réciproque, ou autre convention, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant ou devant exercer aucun commerce ou genre d'affaires de nature à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Acheter ou autrement acquérir, avec du numéraire ou pour autre considération, y compris les parts acquittées du fonds social de la présente compagnie, la totalité ou aucune partie du commerce, des franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, obligations, débetures, lettres patentes, contrats, biens-fonds, achalandage et créances, et autre propriété mobilière ou immobilière, réelle ou personnelle d'aucune personne, société ou corporation, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie d'iceux, en considération de ce que la compagnie jugera convenable;

Acheter ou autrement acquérir, détenir et posséder du capital, des actions et obligations d'aucune compagnie ou corporation engagée dans aucun commerce de même nature, nonobstant les dispositions de la section 6035 de la loi des compagnies, vendre ou autrement disposer de ces capitaux, actions et obligations;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucun de ses biens, et particulièrement, aucune action, débeture ou autre valeur d'autres compagnies mais appartenant à la présente et dont elle aura droit de disposer;

Faire tous actes, jouir de tous pouvoirs et exercer aucun commerce conduisant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière, réelle ou personnelle, de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera convenable, et spécialement pour des parts, obligations, débetures ou valeurs dans aucune autre compagnie ou corporation;

Faire enregistrer ou autrement reconnaître la présente compagnie, à l'étranger, désigner les personnes qui y devront agir comme ses agents ou représentants, avec autorisation de l'y représenter dans aucune transaction, conformément aux lois de tel pays étranger, et recevoir signification, en son lieu et place, dans aucune poursuite ou procédure;

Emettre la totalité ou aucune partie du capital de la présente compagnie, comme entièrement libérée et non sujet à appel, en paiement de la propriété mobilière ou immobilière ou autre créance acquises par elle; ou, avec l'assentiment des actionnaires, pour rémunérer les services rendus à la compagnie, dans ou à l'occasion de la

tion as to class of products and merchandise;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents of invention, and to sell, lease or otherwise dispose of them;

To promote, organize, manage or develop or to aid in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking for the purpose of acquiring the whole or any part of the company's undertaking or for the purpose of carrying on any other business subsidiary to that of this company;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement as to the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on any business or transaction calculated to benefit this company directly or indirectly;

To purchase or otherwise acquire for cash or for any other consideration, including paid-up shares of this company's capital stock, the whole or any part of the business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, bonds and debentures, letters patent, contracts, real estate, good-will and assets and other property, moveable or immoveable, real or personal, of any person, company or corporation, and to sell or otherwise dispose of the whole or any part thereof, for such consideration as the company shall see fit;

To purchase or otherwise acquire and to hold and own stocks, shares and obligations of any companies or corporations engaged in a business of a similar nature, notwithstanding the provisions of section 6035 of the Companies Act, and to sell or otherwise dispose of such stock, shares and obligations;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities of other companies belonging to this company or which this company may have power to dispose of;

To do all acts and to enjoy all powers and to carry on any business conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To sell or dispose of the whole or any part of the property, moveable or immoveable, real or personal, of the company for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

To procure the company to be registered or otherwise recognized in any foreign country and to designate persons therein as attorneys or representatives of this company, with power to represent this company in any business, according to the laws of such foreign country, and to accept service for or on behalf of this company in any process or suit;

To issue the whole or any part of the stock of this company, as fully paid-up and non-assessable in payment of the property, moveable or immoveable, or other assets acquired by the company, or with the approval of the shareholders, as remuneration for services rendered to the company, in or about the placing of the shares or debentures of

souscription des parts et débentures de la présente corporation, ou pour toute autre considération que les directeurs approuveront dans son intérêt, sous le nom de "Instalment Sales Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en huit cents (800) parts de vingt-cinq (\$25.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-Secrétaire suppléant de la province.
6157-44-2

Avis est par le présent donné, conformément à la loi 3 Ed. VII, ch. 121, que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a adopté le 11 octobre 1915, le règlement suivant:

Attendu que par l'acte 3 Edouard VII, Chap. 121 (Québec), pouvoir fut donné au bureau de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, (Caisse Nationale d'Economie), de créer une caisse de remboursement, au bénéfice des membres de la dite Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour le remboursement des montants par eux versés, dont les statuts seraient conformes à la cédule C annexée au dit acte.

Attendu qu'il est opportun de créer la dite caisse, le bureau de la Société ordonne et statue ce qui suit:

Art. 1. Une caisse est par le présent règlement créée sous le nom de "Caisse de Remboursement".

Art. 2. Le but de cette caisse est d'assurer aux héritiers et ayants-cause des sociétaires de la dite Caisse Nationale d'Economie, le remboursement d'une partie ou de la totalité des montants versés à cette dernière caisse par ces sociétaires au cas où ils décéderont avant le terme fixé pour la pension, ou avant tout autre terme fixé par règlement de la Caisse de Remboursement.

Art. 3. Peut devenir membre de cette Caisse tout sociétaire de la dite Caisse Nationale d'Economie qui ayant quitté toutes ses contributions et n'étant pas âgé de plus de quarante-quatre ans révolus au premier janvier de l'année alors courante, en fait la demande en la manière et dans les conditions prescrites par le règlement de la Caisse de Remboursement.

Art. 4. Les conditions d'admissions des membres ainsi que leurs droits et obligations seront déterminés par règlements de la Caisse de Remboursement, rien dans ce règlement ne devant préjudicier aux droits acquis des membres.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'octobre 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire suppléant de la province.
6159

Avis Divers

Province de Québec. District de Montréal. C. S. M. No 4895. Dame Cordélia Corbeil, épouse commune en biens de Téléphore H. Masson, agent, des cité et district de Montréal; vs le dit Téléphore H. Masson.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 octobre courant.

THEBERGE & GERMAIN,
6185-44-5 Procureurs de la Demanderesse.

this company or for any other consideration as the directors may deem proper and in the company's interest, under the name of "Instalment Sales Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Deputy Provincial Secretary.
6158-44-2

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of Act 3, Ed. VII, ch. 121, that the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", has on the 11th October, 1915, adopted the following by-law:

Whereas under and by virtue of the Act 3, Edward VII, chap. 121, power was conferred on the Board of Directors of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", to establish a "Caisse de Remboursement" for the benefit of the members of said "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) for the repayment of the amounts by them paid, the by-laws whereof to be in accordance with a schedule C of said Act.

Whereas it is expedient to establish said Caisse, the Board of Directors orders and enacts as follows:

Art. 1. A Caisse is hereby established under the name of "Caisse de Remboursement".

Art. 2. The purpose of said Caisse is to guarantee to the heirs and assigns of the members of said "Caisse Nationale d'Economie" the repayment of part or the whole of the amounts by them paid as members of said "Caisse Nationale d'Economie" in case of death before the time fixed for the pension, or before any other time fixed by by-law of said "Caisse de Remboursement".

Art. 3. Any member of said "Caisse Nationale d'Economie" in good standing, not over forty years of age on the first January of the then current year and making application in the manner and according to conditions prescribed by the by-laws of said "Caisse de Remboursement", may become a member thereof.

Art. 4. Conditions of membership and rights and obligations of members shall be determined by the by-laws of the "Caisse de Remboursement" and nothing herein to be construed as being prejudicial to the acquired rights of members.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of October, 1915.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
6160

Miscellaneous Notices

Province of Quebec. District of Montreal. C. S. M. No. 4895. Dame Cordélia Corbeil, wife common as to property of Téléphore H. Masson, agent, of the city and district of Montreal, vs the said Téléphore H. Masson.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th of October 1915.

THEBERGE & GERMAIN,
6186-44-5 Attorneys for Plaintiff.

Cour Supérieure. No 2908. Province de Québec. District de Montréal. Dame Zierel Bourdanick, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Levitt, du même lieu, courtier d'immeubles, la dite Dame Zierel Bourdanick étant d'abord autorisé à ester en justice, Demanderesse; vs Moses Levitt de la cité et du district de Montréal, courtier d'immeubles, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée par la demanderesse contre le défendeur, le 26e jour d'Octobre 1915.

WEINFELD & LEDIEU,
6189—44-5 Procureurs de la Demanderesse.

Cour Supérieure. No 2241. Province de Québec. District de Montréal. Annette Béland, épouse de Joseph H. Lambert, commerçant de bois des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph H. Lambert, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

CLÉMENT ROBITAILLE,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 26 octobre 1915. 6187—44-5

Cour supérieure. No 5893. Province de Québec. District de Richelieu. Hermeline Verville, épouse de Cyrille Chapdelaine, journalier, de la paroisse de Saint-François du Lac, dit district, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CARDIN & ALLARD,
Procureurs de la demanderesse.
Sorel, 19 octobre 1915. 6179—44-5

Superior Court. No. 2908. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Zierel Bourdanick, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Levitt, of the same place, real estate broker, and the said Dame Zierel Bourdanick being duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Moses Levitt, of the city and district of Montreal, real estate broker, Defendant.

An action in separation as to property has been issued by plaintiff against the Defendant, on the 26th day of October, 1915.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 26th October, 1915. 6190—44-5

Superior Court. No. 2241. Province of Quebec. District of Montreal. Annette Béland, wife of Joseph H. Lambert, lumber merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph H. Lambert, of the same place, Defendant]

An action in separation as to property has been instituted this date versus the Defendant.

CLEMENT ROBITAILLE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th October, 1915. 6188—54-8

Superior Court. No. 5893. Province of Quebec. District of Richelieu. Hermeline Verville, wife of Cyrille Chapdelaine, laborer, of the parish of Saint François du Lac, said district, has this day instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARDIN & ALLARD,
Attorneys for Plaintiff.
Sorel, 19th October, 1915. 6180—44-5

Avis de Faillites

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 260.

In re The Quality Hat of Canada Limitée, Montréal, En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 15 novembre 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposé entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidateurs.

Batisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 octobre 1915. 6191

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 419.

In re: William Clarkson & Thomas M. Cowan, "Clarkson & Cowan", Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné que j'ai été, ce jour, nommé curateur à la succession des susdits insolubles.

J. G. BIRNIE.
Montréal, 26 octobre 1915. 6177

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 260.

In re The Quality Hat of Canada, Limited, Montreal, In Liquidation.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 15th november, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street.
Montreal, 30th October, 1915. 6192

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 419.

In re: William Clarkson & Thomas M. Cowan, "Clarkson & Cowan", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that I was, this day, appointed curator to the estate of the above insolvents.

J. G. BIRNIE,
Montreal, 26th October, 1915. 6178

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No 7204.

Dans l'affaire de Jean Zaien, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert aux objections jusqu'au 22 novembre 1915 après laquelle date il sera payable au bureau du curateur soussigné.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curateur.

Office, Chambres 3 et 4,
3 Notre-Dame Est, Montréal. 6193

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re: B. D. Kert & Co., 391 Saint-Laurent et 1075 Sainte-Catherine Est, Montréal, Insolubles.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 13 novembre 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montreal, 27 octobre 1915. 6197

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 25.

In re: Tannenbaum, Limited, 392 rue Sainte-Catherine-Ouest, Montréal, Québec, En Liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire, lequel sera sujet à objection jusqu'au 15ième jour de novembre 1915; après cette date, ce dividende sera payable à mon bureau, No 92 rue Notre-Dame-Est, Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Liquidateur.

Bureau de: Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, Québec. 6173

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de: Isaac Kert, Insolvable.
Avis est par le présent donné que le 24ième jour d'octobre 1915, le soussigné a été nommé, par jugement de la Cour, curateur aux biens dudit Isaac Kert, lequel a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours du présent avis.

ALAN J. HART,
Curateur.

17 Square Phillips.
Montréal, 26 octobre 1915. 6171

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 133.

In re: Alexandre Paquin, "La Cie Canadienne D'Imprimerie", 478 Lasalle, Maisonneuve, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire, lequel sera sujet à objection

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7204.

In the matter of John Zaien, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 22nd day of November 1915, after which date the dividend will be payable at the office of the undersigned curator.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curator.

Office, Rooms 3 and 4,
3, Notre Dame East, Montreal. 6194

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re: B. D. Kert & Co., 391 Saint Lawrence street and 1075 Saint Catherine East, Montreal, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 13th November, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Building.
Montreal, 27th October, 1915. 6198

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 25.

In re: Tannenbaum Limited, 392 Sainte Catherine, street West, Montreal, Quebec, In Liquidation.

A first and final dividend has been prepared in the above matter which is open to objection until the 15th day of November, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, No. 92 Notre Dame street East, Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Liquidator.

Office of: Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street East,
Montreal, Quebec. 6174

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Isaac Kert, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 26th day of October, 1915, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Isaac Kert, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

ALAN J. HART,
Curator.

17 Phillips Place.
Montreal, 26th October, 1915. 6172

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 133.

In re: Alexandre Paquin, "La Cie Canadienne D'Imprimerie", 478 Lasalle, Maisonneuve, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the above matter which is open to objection until the 15th day of

jusqu'au 15ième jour de novembre 1915. Après cette date, ce dividende sera payable à non bureaux.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de:
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 rue Notre-Dame Est.
Montréal, Qué., 20 octobre-1915. 6175

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.
In re: J. H. Payette, Saint-Lin, Qué., Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 13 novembre 1915, après laquelle date les dividendes seront payable à mon bureau 83 rue Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montreal, 27 octobre 1915. 6195

Ordre de Cour

Dans la Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 1944.

Le vingt-huitième jour d'octobre, mille neuf cent quinze.

Présent: L'Honorable juge Albert Malouin, J. C.S

Théophile Béland, de la cité de Québec, marchand, Demandeur; vs Philius Béland, en son vivant de la cité de Québec, décédé le 29 mars, 1915 et ayant pour héritiers, Dame Joséphine Roberge, son épouse, et Joseph Béland, Odana Béland, Théophile Béland et Eva Béland, tous de la cité de Québec, les dites Dames Joséphine Béland, Eva Béland, et le dit Théophile Béland, sous bénéfice d'inventaire, et Georges St-Hilaire, rentier, de la cité de Québec, en sa qualité de subrogé-tuteur à la dite Eva Béland, Défendeurs.

Par ordonnance rendu par l'honorable juge Albert Malouin, J. C. S. ce vingt-huitième jour d'octobre, mil neuf cent quinze, il est, sauf la déclaration d'insolvabilité faite en cette cause, ordonné aux créanciers du dit feu Philius Béland de produire en cette cause, leurs réclamations, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.

Vraie copie,
PAUL ROBITAILLE,
Pro. Dem.
Québec, 28 octobre 1915. 6203-44-2

November, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of:
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street East.
Montreal, Que., 20th October, 1915. 6176

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.
In re: J. H. Payette, Saint Lin, Que., Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 13th November, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 27th October, 1915. 6196

Order of the Court

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Québec.
No. 1944.

The twenty-eight day of October, one thousand nine hundred and fifteen.

Present: The Honourable Mr. Justice Albert Malouin, J. S. C.

Théophile Béland, of the city of Quebec, merchant, Plaintiff; vs Philius Béland, in his lifetime, of the city of Quebec, deceased on the 29th of march 1915, and leaving for his heirs, Dame Josephine Roberge, his widow, and Joseph Béland, Odana Béland, Théophile Béland and Eva Béland, all of the city of Quebec, heirs under benefit of inventory, and Georges St-Hilaire, gentlemen, in his quality of subrogate-tutor to the said Eva Béland, Defendants.

It is ordered, by order given this 28th day of October, 1915, by his Lordship the Honourable Judge Albert Malouin, J. S. C., seeing the allegation made of insolvency of the late Philius Béland, to the creditors of the said late Philius Béland, to file their claims in the case, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

(Signed) AMD. ROBITAILLE,
P. S. C.

True Copy,
PAUL ROBITAILLE,
Plaintiff's Att.
Quebec, 28th October, 1915. 6204-44-2

Vente par Licitation

VENTE PAR LICITATION

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-Hyacinthe. No 92. EUGÈNE JOLY, Demandeur; vs MISAEI MANDEVILLE *et al.*, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, rendu le 23 octobre 1915, dans une cause dans laquelle Eugène Joly, gentilhomme, de la ville d'Acton-Vale, district de Saint-Hyacinthe, est demandeur, et Misael Mandeville, de Fall-River, dans l'État du Massachusetts, l'un des États Unis d'Amérique, Elisa Lapointe, épouse d'Alfred Girardin, de West Peterboro, dans l'État du New-Hampshire, l'un des États-Unis d'Amérique, et le dit Alfred Girardin, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse; Georgiana Lapointe, épouse de James H. Bolan, de New-Britain, dans l'État du Connecticut, l'un des États Unis d'Amérique, et le dit James H. Bolan, personnellement et pour autoriser sa dite épouse; Alphonsine Lapointe, veuve de Joseph Pennerose, de Plainville, dans l'État du Connecticut, l'un des États-Unis d'Amérique, tous ci-devant de la ville d'Acton-Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeubles désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale, et décrite comme étant le numéro trois cent vingt-six des plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre, borné au nord et à l'ouest par les numéros trois cent vingt-cinq, J. B. Hall, au sud par la rue Nord, et à l'est par les numéros trois cents vingt-sept, Edouard Hinds, ayant environ soixante-et-quinze pieds sur cent pieds formant sept mille cinq cents pieds anglais, en superficie.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIX DÉCEMBRE prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, en la salle d'audience du Palais de Justice du district de Saint-Hyacinthe, en la cité de Saint-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties, de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent avis elles seront forcloses du droit de ce faire.

LUSSIER & GUIMONT,
Procureurs du Demandeur.
Saint-Hyacinthe, 25 octobre 1915. 6183—44-2

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà

Licitation Sale

LICITATION SALE

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Hyacinth. No. 92. EUGÈNE JOLY, Plaintiff; vs MISAEI MANDEVILLE *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth, rendered on the 23rd October, 1915, in the present cause, wherein Eugène Joly, gentleman of the city of Acton-Vale, in the district of Saint Hyacinth, is Plaintiff; and Misael Mandeville of Fall-River, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, Elisa Lapointe, wife of Alfred Girardin, of West Peterboro, in the State of New-Hampshire, one of the United States of America, and the said Alfred Girardin, both personally and to assist and authorize his said wife; Georgienne Lapointe, wife of James H. Bolan, of New-Britain, in the State of Connecticut one of the United States of America, and the said James H. Bolan, both personally and to assist and authorize his said wife; Alphonsine Lapointe, widow of Joseph Pennerose, of Plainville, in the State of Connecticut, one of the United States of America, all formerly residing in the city of Acton-Vale, in the district of Saint Hyacinth, are Defendants; ordering the licitation of an immoveable known and designated upon the official plan and book of reference of the city of Acton-Vale, as being No. 326, bounded to the north and to the west by the No. 325, J. B. Hall, to the south by North street, to the east by the No. 327, Edouard Hinds, containing about seventy five feet in width by 100 feet in depth making 7,500 english feet in superficies.

Said immoveable to be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTH day of DECEMBER, 1915, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court in the court room of the Saint Hyacinth Court, House, in the city of Saint Hyacinth, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said court and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for the Plaintiff.
Saint Hyacinth, 25th October, 1915.
6184—44-2

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond

des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,

Procureur-Général.

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Champlain, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière-des-Envies, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Champlain, a nommé M. Bruno Bordeleau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le dit conseil du susdit comté:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village des Deux-Rivières, dans le comté de Champlain, est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Stanislas-de-la-Rivière-des-Envies, et ses limites, en référence au numérotage et à la délimitation du cadastre officiel de la dite paroisse, sont décrites comme suit, savoir:

Partant du confluent de la rivière Batiscan et de la Rivière-des-Envies, sur la rive gauche de cette dernière, la dite rive gauche de la rivière-des-Envies, dans une direction générale nord-ouest, jusqu'à une anse dite "Anse à Achille", située dans le lot No 479; de là, vers le nord, le côté est, de cette anse, puis le ruisseau qui en est le tributaire, jusqu'à la ligne séparative entre les lots numéros 465 et 466; de là, vers l'est, la dite ligne, jusqu'à la rive droite de la rivière Batiscan, et cette rive, dans une direction générale sud, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Stanislas-de-la-Rivière-des-Envies, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village des Deux-Rivières", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village des Deux-Rivières, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la Province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

the SEAS KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN,

Attorney General.

WHEREAS ON presentation to the county council of Champlain, of a petition from two third of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Champlain, has named Mr. Bruno Bordeleau, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected, and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendments, by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinafter described to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Deux Rivières, in the county of Champlain, is detached from the municipality of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, and its limits with reference to the numbering and delineation of the official cadastre of said parish are described as follows, to wit:

Starting from the confluence of River Batiscan and River des Envies, on the left bank of last named river, the said left bank of River Des Envies, in a general north westerly direction, to a cove called "Anse à Achille" situate in lot No. 479; thence, northerly, the east side of said cove, then the brook a tributary of said cove, to the division line between lots numbers 465 and 466; thence easterly, the said line to the right bank of River Batiscan, and said bank in a general southerly direction to the starting point, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Deux Rivières".

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Deux Rivières, a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,
6153 Sous-secrétaire-suppléant de la province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,

Procureur-Général.

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Labelle, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Labelle, a nommé M. Léon Chauvin, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendements par le dit conseil des susdit comté:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur des Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village d'Angers, comté de Labelle, est détachée de la municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le canton Buckingham, et ses bornes, en référence au numérotage et à la délimitation du cadastre officiel du dit canton, sont les suivantes, savoir:

Au sud, la rivière Ottawa;

Au nord, la ligne frontale du deuxième rang;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
6154 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN,

Attorney General.

WHEREAS ON presentation to the county council of Labelle, of a petition from two thirds of the municipal electors who are at the same time property-owners, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of L'Ange-Gardien, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Labelle, has named Mr. Léon Chauvin, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected, and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments, by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the Village of Angers, county of Labelle, is detached from the municipality of the parish of Ange-Gardien, in the township of Buckingham, and its limits with reference to the numbering and delineation of the official cadastre of said township, are as follows, to wit:

On the South, the Ottawa River;

On the North, the front line of the second range.

A l'est, la ligne qui sépare le lot numéro vingt-F des lots Nos. vingt-E et vingt-D du premier rang, prolongée en travers le chemin public et le chemin de fer "Pacifique Canadien";

A l'ouest, la ligne qui sépare le lot numéro vingt-sept-E des lots numéros vingt-six-A et vingt-six-D du susdit premier rang, prolongée en travers le chemin public et le chemin de fer "Pacifique Canadien", sera détaché de la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village d'Angers", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village d'Angers, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la Province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

6155 Sous-secrétaire-suppléant de la province.

DE M. BONAR LAW A SON ALTETESSE ROYALE LE GOUVERNEUR GENERAL.

Londres, 22 octobre 1915.

Je vous transmets le Message suivant de Sa Majesté le Roi, en son Palais de Buckingham:

A MES LOYAUX SUJETS: .

A cette heure solennelle de la lutte que soutient mon peuple contre un ennemi fortement organisé qui a transgressé la Loi des Nations et bouleversé le régime qui unissait l'Europe civilisée, je fais appel à vous.

Les efforts de mon Empire et la réponse volontaire de mes sujets de toutes les parties du monde, qui ont quitté leurs foyers, sacrifié leurs biens et même leur existence pour Nous conserver le Libre Empire que mes Ancêtres et Moi avons édifié, me remplissent de joie et d'orgueil.

Je vous demande de faire en sorte que ces sacrifices ne soient pas inutiles. La guerre n'est pas encore terminée. Des soldats de plus en plus nombreux sont nécessaires pour maintenir mes armées sur les champs de bataille et, avec leur appui, assurer la victoire suivie d'une paix durable.

Les jours sombres de notre histoire ont toujours suscité, chez notre race, des hommes d'une détermination inflexible. Je demande aux citoyens de toutes les classes sociales de s'offrir volontairement et de faire leur part dans le combat.

En répondant librement à mon appel, vous aiderez nos frères qui, pendant de longs mois, ont noblement soutenu les traditions passées de l'Angleterre et la gloire de ses armes.

GEORGES R. I.

(Signé) BONAR LAW.

6205

On the East, the line between lot number twenty F and lots Nos. twenty E and twenty D of the first range, prolonged across the public road and the Canadian Pacific Railway.

On the West, the line between lot number twenty seven E and lots numbers twenty six A and twenty six D of aforesaid first range, prolonged across the public road and the Canadian Pacific Railway, shall be detached from the municipality of the parish of L'Ange-Gardien and shall henceforth form a separate municipality under the name of the village of Angers.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Angers, a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,

6156 Acting Assistant Provincial Secretary.

FROM MR. BONAR LAW TO THE GOVERNOR GENERAL.

London, 22nd October, 1915.

Following message from His Majesty King headed Buckingham Palace:

TO MY PEOPLE:

At this grave moment in the struggle between my people and a highly organized enemy who has transgressed the laws of nations and changed the ordinance that binds civilized Europe together, I appeal to you.

I rejoice in my Empire's effort and I feel pride in the voluntary response from my subjects all over the world who have sacrificed home, fortune and life itself in order that another may not inherit the free Empire which their ancestors and mine have built.

I ask you to make good these sacrifices. The end is not in sight. More men and yet more are wanted to keep my armies in the field and through them to secure victory and enduring peace.

In ancient days the darkest moment has ever produced in men of our race the sternest resolve. I ask you men of all classes to come forward voluntarily and take your share in the fight.

In freely responding to my appeal you will be giving your support to our brothers who for long months have nobly upheld Britain's past traditions and the glory of her arms.

GEORGE R. I.

(Sgd) BONAR LAW,

6206

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5089

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLELY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Québec, 4th April, 1914.

5090

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 44.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Babineau vs Coté.....	2571
" Beattie vs Beattie	2573
" Béland vs Lambert	2599
" Bellemare vs Côté.....	2572
" Bourdanick vs Levitt.....	2599
" Boucher vs Bélanger.....	2574
" Charland vs Boutin.....	2571
" Corbeil vs Masson.....	2598
" Crépeau vs Gareau.....	2572
" Denis vs Leduc.....	2574
" Désilets vs Boucher.....	2573
" Dretschén vs Rizler (alias Riehler).....	2571
" Druker vs Riehler.....	2571
" Ethier vs Lapierre.....	2574

ANNONCEURS, avis aux, 2606.

AVIS:—Message de Sa Majesté le Roi, 2605;
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal,
2598.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Conseil du Comté de Pontiac—Council of the County of Pontiac.....	2569
Les Sœurs de la Charité de Québec.....	2569

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Aubert.....	2576
Bourcier.....	2575
Canadian New Invention Improvement Mfg Co.....	2577
Chevrier.....	2575
Clarkson & Cowan.....	2599
Demers (Dme).....	2576
Dion.....	2577
Dubé (Dme).....	2575
Kert.....	2600
Kert & Co.....	2600

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Cie d'Aqueduc de Saint-Henri Village, Ltée	2562
Dominion Shell Manufacturing Coy, Ltd...	2563
Escourt Lumber Coy, Ltd.....	2567
Industrial Sites, Ltd.....	2566
Instalment Sales Coy Ltd.....	2596
L'Arache-Souches National, Incorp.....	2560
Melrose Garage, Ltd.....	2559

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE:—LaSarre, 2569.

NOMINATIONS:—

Crier:—Arthabaska, 2554.

Juges de Paix: District de Chicoutimi, 2553;
Montréal, 2553; Trois-Rivières, 2553; Bed-
ford, 2553; Gaspé, 2553.

Recorder:—M. J. H. Joannette, 2554.

ORDRES DE COUR:—Béland vs Beland *et al*, 2001;
Jamieson & Coy Ltd vs Gingras, 2577.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Gauthier vs Marcotte.....	2573
" Grandbois vs St-Germain.....	2572
" Kenny vs Higgs.....	2572
" Langevin vs Duchesne.....	2570
" Martel vs Langevin.....	2574
" Leclere vs Carron.....	2571
" Ouellette vs Massé.....	2572
" Perevosnik vs Lack.....	2573
" Poirier vs Lapierre.....	2573
" Ralph vs Kert.....	2571
" Tétreault vs Emond.....	2573
" Sugar vs Tifler.....	2574
" Sugliani vs Capponi.....	2572
" Verville vs Chapdelaine.....	2599
" Weintraub vs Zelicovitch.....	2574

ADVERTISERS, notice of, 2606.

NOTICE:—Message of His Majesty the King,
2605; Société Saint-Jean-Baptiste de Mont-
réal, 2598.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATION TO THE LEGISLATURE:—

L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie dites de Sainte-Chrétienne.	2570
Protestant Board of School Commis- sioners of the city of Montreal.....	2570

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Leduc.....	2577
Ménard.....	2575
Morency & Cie.....	2575
Paquin.....	2600
Payette.....	2601
Raminsky.....	2576
Sparrow & MacNeil.....	2576
Tannenbaum Ltd.....	2600
The Quality Hat of Canada, Ltée.....	2599
Zaien.....	2600

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

The Canada 5, 10, 15 cent stores, Ltd.....	2568
The Dombrowski Brothers, Ltd.....	2556
The Lavettine Coy, Ltd.....	2564
The S. Glazer Coy, Ltd.....	2558
Théâtre des Nouveautés de Hull, Ltée.....	2556
The Zoetic Coy.....	2563

SCHOOL MUNICIPALITY:—LaSarre, 2569.

APPOINTMENTS:—

Crier:—Arthabaska, 2554.

Justices of the Peace:—District of Chicoutimi,
2553; Montreal, 2553; Three Rivers, 2553;
Bedford, 2553; Gaspé, 2553.

Recorder:—Mr. J. H. Joannette, 2554.

ORDERS OF COURT:—Béland vs Beland *et al*, 2701;
Jamieson & Coy Ltd vs Gingras, 2577.

PROCLAMATIONS—
 Municipalité du village d'Angers..... 2604
 Municipalité du village de—Municipality
 of the village of Deux-Rivières..... 2602

VENTE PAR ENCAN:—Chemin de fer du Pacifique
 Canadien. 2578.

VENTE PAR LICITATION:—Joly vs Mandeville
et al, 2602.

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—Ling Asbestos Coy,
 Ltd, 2578.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—
 The Saint Jacques Tobacco Packing Co.,
 Ltée vs The Arthabaska Cigar..... 2579

BEAUCE:—
 Fortier vs Boulette..... 2579

BEDFORD:—
 Choinière vs Saurette *et uxor*..... 2580

GASPÉ:—
 Nadder vs Moses..... 2581

MONTCALM:—
 Gingras, failli..... 2581

MONTMAGNY:—
 Bélanger vs Dme Larochelle..... 2582

MONTRÉAL:—
 Bessette (Dme) *et al* vs Laflamme..... 2588
 Bissonnette vs Lespérance..... 2586
 Boyer (Dme) *et al* vs Kiveno..... 2589
 Cartier (Delle) vs Charbonneau *et al*.... 2586
 Daoust (Dme) *et vir* vs Fernstein..... 2588
 DeLadurantaye & frère, faillis-insolvents. 2585
 Frontenac Breweries Ltd vs Landes.... 2583
 Gougeon vs Dme Larché..... 2590
 La cité de The City of Outremont vs Ross 2585
 Lapalme & Son vs Robillard..... 2591
 Levin vs Invention & Promotion, Ltd. 2583
 Marquette *et al* faillis-insolvents..... 2591

OTTAWA:—
 Gaumont (Dme) vs Limoges..... 2592

QUÉBEC:—
 La Corporation du village de Montmo-
 rency vs Guimond..... 2592
 Wells (Dme) vs Dme Denniss..... 2593

ROBERVAL:—
 Gagnon vs Bergeron *et al*..... 2593

SAINT-FRANCOIS:—
 Desmarteau *esql.* vs Béliveau..... 2594

SAINT-HYACINTHE:—
 Chapdelaine (Dme) vs Chapdelaine.... 2595

TROIS-RIVIÈRES:—
 Bergeron vs Turner..... 2595

PROCLAMATIONS:—
 Paroisse du—Parish of Sacré-Cœur de
 Jésus..... 2554
 Prorogation des Chambres—Parliament
 prorogued..... 2555

AUCTION SALE:—Canadian Pacific Railway, 2578.

SALE BY LICITATION:—Joly vs Mandeville
et al, 2602.

LIQUIDATOR'S SALE:—Ling Asbestos Coy, Ltd.,
 2578.

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—
 The Saint Jacques Tobacco Packing Co.,
 Ltée vs The Arthabaska Cigar..... 2579

BEAUCE:—
 Fortier vs Boulette..... 2579

BEDFORD:—
 Choinière vs Saurette *et uxor*..... 2580

GASPE:—
 Robin, Collas & Co. vs Delarosbille..... 2580

MONTCALM:—
 Gingras, insolvent..... 2581

MONTMAGNY:—
 Rousseau vs Blais, jnr..... 2582

MONTRÉAL:—
 Main Belting Coy. of Canada, Ltd vs The
 Saguenay Mills, Ltd..... 2585
 McAvoy *et al* vs Riopelle..... 2586
 Montreal West Land Coy, Ltd, vs Adam. 2587
 Ogulnik vs Guillemette..... 2588
 Rousseau (Dme) vs Laflamme..... 2583
 Russo, failli-insolvent..... 2590
 Sidler *et al* vs Wernir..... 2587
 Tellier vs Desmarais..... 2590
 The Trust & Loan Coy. of Canada vs
 Théoret..... 2584

OTTAWA:—
 Gaumont (Dme) vs Limoges..... 2592

QUEBEC:—
 The corporation of the village of Mont-
 morency vs Guimond..... 2593
 Wells (Dme) vs Dme Denniss..... 2593

ROBERVAL:—
 Gagnon vs Bergeron *et al*..... 2593

SAINT FRANCIS:—
 Julien & Cie, Ltée vs Ouellet *et al*..... 2594

SAINT HYACINTH:—
 Chapdelaine (Dme) vs Chapdelaine.... 2595

THREE RIVERS:—
 Bergeron vs Turner..... 2595